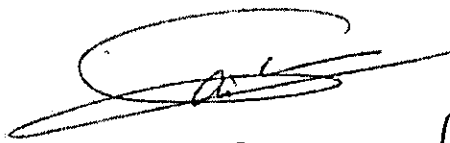


# Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté

## COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2022

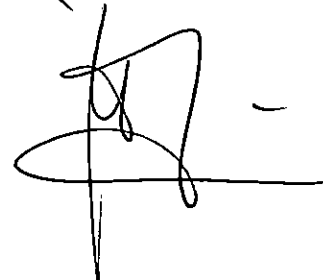
Arrêtés par le Conseil d'administration de Caisse Régionale du Crédit Agricole de  
Franche-Comté en date du 27/01/2023 et soumis à l'approbation de l'Assemblée  
générale ordinaire en date du 04/04/2023.

le 3/03/2023



Copie certifiée conforme  
à l'original

04/04/2023



## SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL</b> .....	<b>5</b>
PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE .....	5
UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE .....	5
RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE .....	6
INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES.....	10
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b> .....	<b>11</b>
COMPTE DE RESULTAT.....	11
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....	12
BILAN ACTIF .....	13
BILAN PASSIF .....	14
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	15
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	16
<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS</b> .....	<b>18</b>
1        PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES. ....	18
1.1 <i>Normes applicables et comparabilité</i> .....	18
1.2 <i>Principes et méthodes comptables</i> .....	21
1.3 <i>Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)</i> .....	52
2        PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE.....	56
3        GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE.....	58
3.1 <i>Risque de crédit</i> .....	58
3.2 <i>Expositions au risque souverain</i> .....	77
3.3 <i>Risque de marché</i> .....	78
3.4 <i>Risque de liquidité et de financement</i> .....	81
3.5 <i>Comptabilité de couverture</i> .....	83
3.6 <i>Risques opérationnels</i> .....	87
3.7 <i>Gestion du capital et ratios réglementaires</i> .....	87
4        NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....	88
4.1 <i>Produits et charges d'intérêts</i> .....	88
4.2 <i>Produits et charges de commissions</i> .....	89
4.3 <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	89
4.4 <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</i> .....	90

4.5	<i>Produits (charges) nets des autres activités</i> .....	90
4.6	<i>Charges générales d'exploitation</i> .....	91
4.7	<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> .....	92
4.8	<i>Coût du risque</i> .....	93
4.9	<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> .....	93
4.10	<i>Impôts</i> .....	94
4.11	<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> .....	95
5	INFORMATIONS SECTORIELLES .....	96
6	NOTES RELATIVES AU BILAN.....	97
6.1	<i>Caisse, banques centrales</i> .....	97
6.2	<i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	97
6.3	<i>Instruments dérivés de couverture</i> .....	97
6.4	<i>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</i> .....	98
6.5	<i>Actifs financiers au coût amorti</i> .....	99
6.6	<i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i> .....	102
6.7	<i>Passifs financiers au coût amorti</i> .....	104
6.8	<i>Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers</i> .....	105
6.9	<i>Actifs et passifs d'impôts courants et différés</i> .....	106
6.10	<i>Comptes de régularisation actif, passif et divers</i> .....	107
6.11	<i>Immeubles de placement</i> .....	108
6.12	<i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> .....	109
6.13	<i>Provisions</i> .....	109
6.14	<i>Dettes subordonnées</i> .....	112
6.15	<i>Capitaux propres</i> .....	113
6.16	<i>Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle</i> .....	116
7	AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS .....	117
7.1	<i>Détail des charges de personnel</i> .....	117
7.2	<i>Effectif moyen de la période</i> .....	117
7.3	<i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies</i> .....	117
7.4	<i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies</i> .....	118
7.5	<i>Autres avantages sociaux</i> .....	120
7.6	<i>Rémunérations de dirigeants</i> .....	120

8	CONTRATS DE LOCATION.....	121
8.1	<i>Contrats de location dont le Groupe est preneur .....</i>	<i>121</i>
8.2	<i>Contrats de location dont le Groupe est bailleur.....</i>	<i>122</i>
9	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES .....	123
10	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	125
11	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....	126
11.1	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.....</i>	<i>127</i>
11.2	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....</i>	<i>129</i>
11.3	<i>Réformes des indices de référence de taux et implications pour le Groupe Crédit Agricole .....</i>	<i>133</i>
12	IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS .....	135
13	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2022 .....	135
13.1	<i>Information sur les filiales .....</i>	<i>135</i>
13.2	<i>Composition du périmètre.....</i>	<i>137</i>
14	PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES .....	141
14.1	<i>Participations non consolidées.....</i>	<i>141</i>
14.2	<i>Informations sur les entités structurées non consolidées.....</i>	<i>142</i>
15	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2022.....	143

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

## **CADRE GENERAL**

### ***Présentation juridique de l'entité***

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté

Forme juridique : Société coopérative à capital variable

Adresse du siège social de la société : 11, Avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON Cedex 9

Immatriculation : Registre du Commerce et des Sociétés de Besançon, numéro 384 899 399.

Code NAF : 651 D

### ***Un Groupe bancaire d'essence mutualiste***

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

## ***Relations internes au Crédit Agricole***

### **➤ Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances miroirs" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le

financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole SA.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

- **Mécanisme TLTRO III**

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications. La comptabilisation du TLTRO III est précisée en paragraphe 1.1.

➤ **Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201 /879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves

conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.1 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de

---

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF



valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## ***Informations relatives aux parties liées***

Tout comme la Caisse Régionale, les Caisses Locales sont des sociétés coopératives, dont le capital est composé de parts sociales souscrites par des sociétaires. Les Caisses Locales détiennent à leur tour, au moyen de la détention de parts sociales, le capital de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisses Locales, le sociétariat de la Caisse Régionale est aussi composé d'un certain nombre de sociétaires « directs », administrateurs personnes physiques de la Caisse Régionale, mais les statuts permettent d'assurer la majorité des voix aux Caisses Locales par rapport à ces derniers dans les Assemblées Générales de la Caisse Régionale, conformément à la loi de 1947 sur la coopération.

Les Caisses Locales sont soumises à l'obligation statutaire de déposer leurs fonds propres au niveau de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées :

- soit au moyen de la souscription de parts sociales émises par la Caisse Régionale,
- soit par l'alimentation d'un compte courant bloqué ouvert à la Caisse Régionale,
- soit par le versement de ces sommes sur un compte courant ou de dépôts ouvert au nom de la Caisse Locale dans les livres de la Caisse Régionale.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Intérêts et produits assimilés	4.1	259 128	234 497
Intérêts et charges assimilées	4.1	(107 332)	(80 166)
Commissions (produits)	4.2	152 577	148 485
Commissions (charges)	4.2	(46 395)	(45 597)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	6 811	7 415
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		614	254
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		6 197	7 161
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	32 566	21 720
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		□	□
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		32 566	21 720
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		□	□
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		□	□
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		□	□
Produits des autres activités	4.5	2 240	3 686
Charges des autres activités	4.5	(2 147)	(3 398)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>297 448</b>	<b>286 642</b>
Charges générales d'exploitation	4.6	(177 140)	(171 187)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(7 921)	(7 925)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>112 387</b>	<b>107 530</b>
Coût du risque	4.8	(14 663)	(8 821)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>97 724</b>	<b>98 709</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		□	□
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	(141)	280
Variations de valeur des écarts d'acquisition		□	□
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>97 583</b>	<b>98 989</b>
Impôts sur les bénéfices	4.10	(19 325)	(18 913)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		(3)	□
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>78 255</b>	<b>80 076</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		□	□
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>78 255</b>	<b>80 076</b>

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2022</b>	<b>31/12/2021</b>
<b>Résultat net</b>		<b>78 255</b>	<b>80 076</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.11	3 306	906
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.11	□	□
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.11	(103 783)	173 529
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.11</b>	<b>(100 477)</b>	<b>174 435</b>
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		-	□
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	2 276	(5 482)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		□	□
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		□	□
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>4.11</b>	<b>(98 201)</b>	<b>168 953</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion		□	□
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		□	□
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		□	□
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		□	□
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		□	□
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		□	□
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		□	□
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		□	□
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		<b>□</b>	<b>□</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>4.11</b>	<b>(98 201)</b>	<b>168 953</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>(19 946)</b>	<b>249 029</b>
Dont part du Groupe		(19 946)	249 029
Dont participations ne donnant pas le contrôle		□	□
<b>(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables</b>	<b>4.11</b>	<b>(2 833)</b>	<b>(104)</b>

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Caisse, banques centrales	6.1	67 241	59 168
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2- 6.6.6.7	91 981	516 017
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		18 290	3 979
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		73 691	512 038
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	383 892	32 392
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4- 6.6	1 029 445	1 132 202
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		□	□
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 029 445	1 132 202
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3- 6.5-6.6	15 804 156	14 113 046
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 468 967	1 417 036
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		12 682 782	12 231 428
<i>Titres de dettes</i>		652 407	464 582
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(363 384)	21 259
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	42 708	43 654
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	146 493	192 362
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		□	□
Participation aux bénéfices différée		□	□
Participation dans les entreprises mises en équivalence		□	□
Immeubles de placement	6.11	977	1 465
Immobilisations corporelles	6.12	84 420	71 832
Immobilisations incorporelles	6.12	2	6
Ecarts d'acquisition		□	□
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>17 287 931</b>	<b>16 183 403</b>

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales	6.1	□	□
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	18 008	4 213
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		18 008	4 213
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		□	□
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	8 446	84 514
Passifs financiers au coût amorti		14 490 221	13 729 554
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.3-6.7	9 509 607	8 774 260
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.3-6.7	4 905 858	4 891 194
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.3-6.7	74 756	64 100
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		659	(597)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	62	66
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	626 663	183 261
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		□	□
Provisions techniques des contrats d'assurance		□	□
Provisions	6.13	41 818	56 776
Dettes subordonnées	3.4-6.14	230	230
			□
<b>Total dettes</b>		<b>15 186 107</b>	<b>14 058 017</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 101 824</b>	<b>2 125 386</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>2 101 824</b>	<b>2 125 386</b>
Capital et réserves liées		397 900	396 002
Réserves consolidées		1 411 588	1 337 026
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		214 081	312 282
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		□	□
Résultat de l'exercice		78 255	80 076
Participations ne donnant pas le contrôle		□	□
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>17 287 931</b>	<b>16 183 403</b>

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe												
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Résultat net	Capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés			
<i>(en milliers d'euros)</i>													
Capitaux propres au 1er janvier 2021 Publié	265 575	1 463 993			1 729 558			143 328		1 872 885		1 872 885	1 872 884
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC													
Capitaux propres au 1er janvier 2021	265 575	1 463 993			1 729 558			143 328		1 872 885		1 872 885	1 872 884
Augmentation de capital	11 380				11 380					11 380		11 380	11 380
Variation des titres autodétenus													
Dividendes versés en 2021		(7 146)			(7 146)					(7 146)		(7 146)	(7 146)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle													
Mouvements liés aux paiements en actions													
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires													
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	11 380	(7 035)			4 345					4 345		4 345	4 345
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en Résultat 2021													
Autres variations		(972)			(972)					(972)		(972)	(972)
Capitaux propres au 31 décembre 2021	276 955	1 456 076			1 733 031			312 281		2 125 387		2 125 387	2 125 386
Affectation du résultat 2021		80 076			80 076								
Capitaux propres au 1er janvier 2022	276 955	1 536 152			1 813 107			312 281		2 125 387		2 125 387	2 125 386
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC													
Capitaux propres au 1er janvier 2022 retraité	276 955	1 536 152			1 813 107			312 281		2 125 387		2 125 387	2 125 386
Augmentation de capital	1 896				1 898					1 898		1 898	1 898
Variation des titres autodétenus													
Dividendes versés en 2022		(8 503)			(8 503)					(8 503)		(8 503)	(8 503)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle													
Mouvements liés aux paiements en actions													
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires													
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 896	(8 345)			6 449					6 449		6 449	6 449
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en Résultat 2022													
Autres variations		2 833			2 833					2 833		2 833	2 833
Capitaux propres au 31 décembre 2022	278 851	1 530 640			1 809 491			214 080		2 101 825		2 101 825	2 101 824

## **TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.



<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>97 583</b>	<b>98 989</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		7 893	7 925
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.16	□	□
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		5 064	5 379
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		□	□
Résultat net des activités d'investissement		123	(463)
Résultat net des activités de financement		569	72
Autres mouvements		13 818	(31 055)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>27 467</b>	<b>(18 142)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(763 881)	763 780
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(487 081)	(256 480)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		266 020	(172 509)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		452 720	89 283
Impôts versés		(16 179)	(21 983)
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>(548 401)</b>	<b>402 091</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		□	□
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>(423 351)</b>	<b>482 938</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>		(277)	(4 948)
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		(8 100)	(5 910)
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		□	□
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>(8 377)</b>	<b>(10 858)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>		(6 599)	4 193
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>		9 329	(2 637)
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		□	□
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>2 730</b>	<b>1 556</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		□	□
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>		<b>(428 998)</b>	<b>473 636</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>1 286 758</b>	<b>813 148</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		59 168	62 105
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 227 590	751 043
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>858 596</b>	<b>1 286 758</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		67 241	59 168
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		791 355	1 227 590
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>(428 162)</b>	<b>473 610</b>

\* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus)

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2022, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté s'élève à 277 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : pour CAFCI acquisition des titres ARCADE et NMP pour 1 600 milliers d'euros et cession de ARCADO FINANCE pour 1 772 milliers d'euros. Pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, acquisition du titre SACAM NEOPRO pour 899 milliers d'euros et cession de MIMOSA pour 149 milliers d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté à ses actionnaires, à hauteur de 7 266 milliers d'euros pour l'année 2022.

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2022, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 22 418 milliers d'euros et les remboursements à 11 894 milliers d'euros

# NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

## 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

### 1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2022 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2021.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2022 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2022.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif dans le Groupe
<b>Amendement à IAS 16</b> Immobilisations corporelles - Produits antérieurs à l'utilisation prévue	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Non
<b>Améliorations des IFRS cycle 2018-2020</b> - IFRS 1 Filiale devenant un nouvel adoptant, - IFRS 9 Décomptabilisation d'un passif financier : frais et commissions à intégrer dans le test des 10 %, - IAS 41 Impôts dans les évaluations de la juste valeur, et - IFRS 16 Avantages incitatifs à la location	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Non
<b>Amendement à IFRS 3</b> Références au cadre conceptuel	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Non
<b>Amendement à IAS 37</b> Contrats déficitaires - coût d'exécution du contrat	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Non

## **Normes IFRS 17 : Contrats d'assurance**

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance publiée en mai 2017 remplacera la norme IFRS 4. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023.

La norme IFRS 17 définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité, ainsi qu'en matière de présentation. Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre se poursuivent en 2022.

Compte tenu de l'absence d'activité d'assurance au sein de la Caisse Régionale de Franche-Comté, la norme IFRS 17 n'aura pas d'impact attendu au niveau des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Franche-Comté au 1er janvier 2023.

## **Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2022**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2022 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2022.

## **Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB, pouvant affecter le Groupe**

Concerne en particulier, la décision IFRS IC IFRS 9 / IAS 20 publiée en mars 2022 relative à la comptabilisation du TLTRO III.

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars, avril et décembre 2020 en lien avec la situation de la Covid-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de trois ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une première incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021, puis une seconde incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2021 à juin 2022.

Pour rappel, le traitement comptable retenu par le Groupe depuis 2020 consiste à comptabiliser les bonifications dès que le Groupe estime avoir une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE, c'est-à-dire au terme de l'opération de TLTRO III, et à rattacher cette bonification à la période à laquelle elle se rapporte prorata temporis. Ce traitement est maintenu pour l'arrêté comptable du 31 décembre 2022.

Le Groupe ayant atteint les conditions de performance nécessaires à la bonification et sur-bonification du TLTRO, le Groupe bénéficiera de l'obtention de l'ensemble des bonifications et sur-bonifications à l'échéance de ce financement.

Ainsi, le Groupe a évalué les intérêts courus au taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1er janvier 2021 – 23 juin 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils propres à la première incitation pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 – 23 juin 2022), le taux d'intérêt retenu est également le taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à - 100 bps, compte tenu de l'atteinte des critères du niveau de crédits éligibles propres à la seconde incitation pendant la période spéciale de référence additionnelle.

La décision IFRS IC n'a pas eu d'impact sur la manière dont le Groupe comptabilise ses intérêts au titre du TLTRO III.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 27 octobre 2022, a décidé d'une modification des conditions de rémunération applicables à ces opérations de refinancement à compter du 23 novembre 2022 (Décision 2022-2128 de la BCE).

La Décision (UE) 2022/2128 de la Banque Centrale Européenne du 27 octobre 2022 a défini deux nouvelles périodes comme suit :

- la « période de taux d'intérêt postérieure à la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle » ou "post-additional interest rate period (post-ASIRP)" du 24 juin au 22 novembre 2022 (ou la date de remboursement anticipé si elle intervient avant cette date) ; au cours de cette période, la rémunération du TLTRO III est calculée sur la base d'une moyenne des Taux de Facilités des Dépôts à compter de la date de tirage jusqu'à la fin de la fin de cette période.
- la « dernière période de taux d'intérêt » ou "last interest rate period (LIRP) " : du 23 novembre 2022 jusqu'à la date de maturité attendue des tirages. Au cours de la LIRP, la rémunération du TLTRO III est calculée sur la base d'une moyenne des Taux de Facilités des Dépôts à compter du 23 novembre jusqu'à la date de remboursement attendue. Le groupe a ré-estimé les flux de trésorerie attendus afin de refléter (i) les fluctuations des intérêts des différents tirages en fonction de la maturité attendue et (ii) les modifications des conditions de rémunération décidées par la BCE, ce qui est venu modifier le taux d'intérêt effectif des différents tirages de TLTRO III et le coût amorti de chaque tranche. Les nouveaux taux d'intérêt effectif ainsi déterminés sont proches du dernier taux de Facilité des Dépôts connu à la date de l'arrêté comptable.

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### ➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

## ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des emprunts permettant de financer des projets environnementaux. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

#### • Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

#### • Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

#### ✓ Actifs financiers

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ;  
ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
  - actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
  - actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).
- o Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

- Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle *autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



## Modèles de gestion

### Instruments de dette

	Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)

#### ❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle collecte et vente et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel [L'entité] détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

#### ○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés

par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### ✓ **Passifs financiers**

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

##### ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

##### ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

##### ❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### ❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.17 « Provisions ».

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les

conditions de classement des instruments financiers en *stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *stage 2*, puis en *stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- o Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants:

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- o La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est

responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.



- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, les encours sont reclassés en *Stage 1* (encours sains), et, la dépréciation est ramenée à des pertes attendues à 12 mois.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « Investment Grade », en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « Non-Investment Grade » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

#### ✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par

exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;

- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- o Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est

généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### ✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;



- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### ✓ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

#### ➤ Provisions (IAS 37)

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;

- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.17 "Provisions".

### ➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;

- les indemnités de cessation d'emploi.
- ✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

#### ✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

#### ➤ **Impôts courants et différés (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

#### ➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par

composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

#### ➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

#### ➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

#### ➤ **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

##### **Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.



- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
  - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
  - a) Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
  - b) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée ;
  - c) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée sera estimée à 6 ans. Le principe Groupe (première option de sortie post 5 ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, comme pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers). Dans ce cas, il conviendra de retenir une durée de location initiale de 9 ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de 3 ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de

signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### ➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des actifs destinés à être cédés.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **➤ Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### **✓ Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existantes dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Franche-Comté et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

## ✓ Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse

Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

### ➤ **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### ➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

➤ **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
  
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## **2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2022 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022".

### **➤ Impacts liés aux opérations militaires en Ukraine**

Cette année s'est inscrite dans un environnement géopolitique particulier, marqué par la crise en Ukraine et les tensions sur les matières premières et l'énergie. La Caisse Régionale a dû s'adapter au contexte macro-économique, inédit depuis plusieurs années, qui s'est traduit notamment par le retour de l'inflation, la hausse des taux et la baisse du marché actions. Ces différents éléments ont pu avoir un impact sur les principales estimations comptables au 31 décembre 2022.

### **➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2022**

Au 31/12/2022, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2022) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales, le 9 mars 2022. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au FCT Crédit Agricole Habitat 2022 pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (50%), fonds d'investissement (25%), banques centrales (25%)).

Dans le cadre de cette titrisation, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 25,5 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2022. Elle a souscrit pour 3,6 millions d'euros de titres subordonnés.

Par ailleurs, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2017 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée le 28 mars 2022.

Au 31 décembre 2022, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'elle a cédées au FCT.



## ➤ Restructuration des filières immobilière et foncière

Le groupe Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté a décidé de mettre en place une opération globale de restructuration de sa filière immobilière au 15/12/2022 et qui a pour but de réunir toutes les activités de transactions immobilières neuves et anciennes exercées au sein des sociétés IMMMEUBLES EN FRANCHE-COMTE et FRANCHE-COMTE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER. Cette restructuration se traduit globalement par des apports partiels d'actif de branche complète d'activité à la société FRANCHE-COMTE CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER et la dissolution des sociétés IMMMEUBLES EN FRANCHE-COMTE et FRANCHE-COMTE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER au travers de transmissions universelles de patrimoine à la Caisse Régionale.

La société **FRANCHE-COMTE DEVELOPPEMENT FONCIER** a décidé de mettre en place une opération globale de restructuration de sa filière foncière au 15/12/2022. Cette opération se traduit par des Transmissions Universelles du Patrimoine (TUP) de ses filiales qu'elle détient à 100%.

### **3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture**

Le pilotage des risques bancaires au sein de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est assuré par la Direction des risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

#### **3.1 Risque de crédit**

La Caisse régionale a pris en compte le contexte d'environnement géopolitique particulier de 2022, marqué par la crise en Ukraine et les tensions sur les matières premières et l'énergie, ainsi que le retour de l'inflation et la hausse des taux. En particulier, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

*(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)*

##### **3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période**

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

**Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
(en milliers d'euros)	464 735	(153)	□	□	464 735	(153)	464 582	(153)
<b>Au 31 décembre 2021</b>								
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	□	□	□	□	□	□	□	□
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	□	□	□	□	□	□	□	□
Retour de Stage 2 vers Stage 1	□	□	□	□	□	□	□	□
Transferts vers Stage 3 (1)	□	□	□	□	□	□	□	□
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>Total après transferts</b>	<b>464 735</b>	<b>(153)</b>	□	□	<b>464 735</b>	<b>(153)</b>	<b>464 582</b>	<b>(153)</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	187 925	(100)	□	□	187 925	(100)	187 825	(100)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,.... (2)	257 915	(113)	□	□	257 915	(113)	257 802	(113)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(69 990)	13	□	□	(69 990)	13	(69 977)	13
Passages à perte	□	□	□	□	□	□	□	□
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	□	□	□	□	□	□	□	□
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	□	□	□	□	□	□	□	□
Changements dans le modèle / méthodologie	□	□	□	□	□	□	□	□
Variations de périmètre	□	□	□	□	□	□	□	□
Autres	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>652 660</b>	<b>(253)</b>	□	□	<b>652 660</b>	<b>(253)</b>	<b>652 407</b>	<b>(253)</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>Au 31 décembre 2022</b>								
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	□	□	□	□	□	□	□	□

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclasserement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Actifs sains						Actifs dépréciés (Stage 3)			Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)		
(en milliers d'euros)											
Au 31 décembre 2021	28 449	(3)					28 449	(3)	28 446		
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre											
Transferts de Stage 1 vers Stage 2											
Retour de Stage 2 vers Stage 1											
Transferts vers Stage 3 (1)											
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1											
Total après transferts	28 449	(3)					28 449	(3)	28 446		
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(2 109)						(2 109)				
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	338	(4)					338	(4)			
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(2 447)	3					(2 447)	3			
Passages à perte											
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières											
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1						1			
Changements dans le modèle / méthodologie											
Variations de périmètre											
Autres											
<b>Total</b>	<b>26 340</b>	<b>(3)</b>					<b>26 340</b>	<b>(3)</b>	<b>26 337</b>		
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	124 493						124 493				
Au 31 décembre 2022	150 833	(3)					150 833	(3)	150 830		

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution										
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle**

	Actifs sains						Actifs dépréciés (Stage 3)			Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)									
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable + (b)	
(en milliers d'euros)												
Au 31 décembre 2021	11 006 335	(19 389)	1 194 214	(66 822)	220 673	(103 683)	12 421 222	(189 794)	12 231 428			
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre												
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(80 173)	(6 041)	41 938	17 388	38 235	(14 996)		(3 649)				
Retour de Stage 2 vers Stage 1	(627 054)	2 036	627 054	(16 078)				(14 042)				
Transferts vers Stage 3 (1)	558 871	(8 139)	(558 871)	30 846				22 707				
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	(21 526)	74	(38 386)	3 339	59 912	(18 598)		(15 185)				
	9 536	(12)	12 141	(719)	(21 677)	3 602		2 871				
Total après transferts	10 926 162	(25 430)	1 236 152	(49 434)	258 908	(118 579)	12 421 222	(193 443)	12 227 779			
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes												
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... (2)	577 633	3 086	(40 258)	(28 338)	(39 377)	21 239	497 998	(4 013)				
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance, ...	2 410 209	(3 434)	160 812	(14 419)			2 571 021	(17 853)				
Passages à perte	(1 826 003)	1 761	(201 039)	9 991	(26 603)	22 328	(2 053 645)	34 080				
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières			(31)		(84)	131	(115)	9 173				
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		4 759		(23 910)		(11 488)		(30 639)				
Changements dans le modèle / méthodologie												
Variations de périmètre	(6 573)				(2)		(6 575)					
Autres						1 095	1 095					
Total	11 503 795	(22 344)	1 195 894	(77 772)	219 531	(97 340)	12 919 220	(197 456)	12 721 764			
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(38 655)		(781)		454		(38 982)					
Au 31 décembre 2022	11 465 140	(22 344)	1 195 113	(77 772)	219 985	(97 340)	12 880 238	(197 456)	12 682 782			
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution												

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement direct en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

## Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains						Engagements provisionnés (Stage 3)			Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)									
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement	
<i>(en milliers d'euros)</i>												
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>924 410</b>	<b>(2 075)</b>	<b>55 730</b>	<b>(4 797)</b>	<b>3 110</b>	<b>(1 102)</b>	<b>983 250</b>	<b>(7 974)</b>	<b>975 276</b>			
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	2 128	(313)	(2 128)	392				79				
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(18 500)	75	18 500	(232)				(157)				
Retour de Stage 2 vers Stage 1	20 628	(388)	(20 628)	624				236				
Transferts vers Stage 3 (1)												
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1												
<b>Total après transferts</b>	<b>926 538</b>	<b>(2 388)</b>	<b>53 602</b>	<b>(4 405)</b>	<b>3 110</b>	<b>(1 102)</b>	<b>983 250</b>	<b>(7 895)</b>	<b>975 355</b>			
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	92 971	(184)	6 015	(636)	(164)	762	98 822	(58)				
Nouveaux engagements donnés (2)	585 834	(1 891)	34 505	(3 811)			620 339	(5 702)				
Extinction des engagements	(488 495)	1 549	(28 450)	3 785	(1 947)	762	(518 892)	6 096				
Passages à perte												
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières												
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		158		(610)				(452)				
Changements dans le modèle / méthodologie												
Variations de périmètre												
Autres	(4 368)		(40)		1 783		(2 625)					
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>1 019 509</b>	<b>(2 572)</b>	<b>59 617</b>	<b>(5 041)</b>	<b>2 946</b>	<b>(340)</b>	<b>1 082 072</b>	<b>(7 953)</b>	<b>1 074 119</b>			

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 redassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Engagements sains						Engagements provisionnés			Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Engagements provisionnés (Stage 3)							
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement			
<i>(en milliers d'euros)</i>												
<b>Au 31 décembre 2021</b>												
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	291 755	(915)	19 128	(3 574)	9 070	(7 585)	319 953	(12 074)	307 879			
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	209	(208)	(209)	(188)				(396)				
Retour de Stage 2 vers Stage 1	(8 264)	107	8 264	(1 087)				(980)				
Transferts vers Stage 3 (1)	8 473	(315)	(8 473)	899				584				
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1												
<b>Total après transferts</b>	<b>291 954</b>	<b>(1 123)</b>	<b>18 919</b>	<b>(3 762)</b>	<b>9 070</b>	<b>(7 585)</b>	<b>319 953</b>	<b>(12 470)</b>	<b>307 483</b>			
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	24 184	337	(3 782)	1 548	781	(1 585)	21 183	320				
Nouveaux engagements donnés (2)	207 726	(263)	2 381	(531)			210 107	(794)				
Extinction des engagements	(183 542)	183	(6 163)	1 639	(4 904)	96	(194 609)	1 918				
Passages à perte												
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières												
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		417		440		(1 661)		(804)				
Changements dans le modèle / méthodologie												
Variations de périmètre												
Autres					5 685		5 685					
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>316 148</b>	<b>(786)</b>	<b>15 137</b>	<b>(2 214)</b>	<b>9 851</b>	<b>(9 150)</b>	<b>341 136</b>	<b>(12 150)</b>	<b>328 986</b>			

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### 3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### **Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)**

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautonnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	66 109	□	□	□	□	□
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	18 241	□	□	□	□	□
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	47 868	□	□	□	□	□
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□	□	□	□	□
Instruments dérivés de couverture	383 892	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>450 001</b>	□	□	□	□	□

	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautonnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	226 632	□	□	□	□	□
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 970	□	□	□	□	□
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	221 662	□	□	□	□	□
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□	□	□	□	□
Instruments dérivés de couverture	32 392	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>258 024</b>	□	□	□	□	□



## Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiounnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□	□	□	□	□
Actifs financiers au coût amorti	13 486 019	□	3 427 916	286 606	5 400 339	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	122 645	□	35 808	2 872	55 078	□
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	160 830	□	□	□	□	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	□	□	□	□	□	□
Prêts et créances sur la clientèle	12 682 782	□	3 427 916	286 606	5 395 090	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	122 645	□	35 808	2 872	55 078	□
Titres de dettes	652 407	□	□	□	6 249	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	□	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>13 486 019</b>	<b>□</b>	<b>3 427 916</b>	<b>286 606</b>	<b>5 400 339</b>	<b>□</b>
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	122 645	□	35 808	2 872	55 078	□

	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiounnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□	□	□	□	□
Actifs financiers au coût amorti	12 724 456	□	3 340 128	267 908	5 175 970	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	117 090	□	34 166	3 478	48 964	□
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	28 446	□	□	□	□	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	□	□	□	□	□	□
Prêts et créances sur la clientèle	12 231 428	□	3 340 128	267 908	5 155 873	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	117 090	□	34 166	3 478	48 964	□
Titres de dettes	464 582	□	□	□	20 097	□
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	□	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>12 724 456</b>	<b>□</b>	<b>3 340 128</b>	<b>267 908</b>	<b>5 175 970</b>	<b>□</b>
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	117 090	□	34 166	3 478	48 964	□

### Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	328 986	□	□	□	155 748	□
dont : engagements provisionnés en date de clôture	701	□	□	□	4 380	□
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 074 119	□	80 899	34 293	128 446	□
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 606	□	289	55	114	□
<b>Total</b>	<b>1 403 105</b>	<b>□</b>	<b>80 899</b>	<b>34 293</b>	<b>284 194</b>	<b>□</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 307	□	289	55	4 494	□

	Au 31 décembre 2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	307 879	□	□	□	145 776	□
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 485	□	□	□	3 728	□
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	975 276	□	81 454	14 003	117 947	□
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 008	□	217	85	236	□
<b>Total</b>	<b>1 283 155</b>	<b>□</b>	<b>81 454</b>	<b>14 003</b>	<b>263 723</b>	<b>□</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 493	□	217	85	3 964	□

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

### 3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2022		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	□	□	□
Valeur comptable brute avant modification	□	□	□
Gains ou pertes nets de la modification	□	□	□
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>2</b>	<b>285</b>	<b>12 053</b>
Valeur comptable brute avant modification	2	316	12 137
Gains ou pertes nets de la modification	□	(31)	(84)
<b>Titres de dettes</b>	□	□	□
Valeur comptable brute avant modification	□	□	□
Gains ou pertes nets de la modification	□	□	□

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<i>(en milliers d'euros)</i>	
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	□
Prêts et créances sur la clientèle	□
Titres de dettes	□
<b>Total</b>	□

### 3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

#### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 812 003	43 196		7 855 199	7 421 257	59 686		7 480 943
	0,5% < PD ≤ 2%	993 420	358 027		1 351 447	1 056 545	323 305		1 379 850
	2% < PD ≤ 20%	313 236	531 613		844 849	368 078	481 022		849 100
	20% < PD < 100%		23 380		23 380		23 487		23 487
	PD = 100%			156 942	156 942			155 643	155 643
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>9 118 659</b>	<b>956 216</b>	<b>156 942</b>	<b>10 231 817</b>	<b>8 846 880</b>	<b>887 600</b>	<b>155 643</b>	<b>9 889 023</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 359 671	12 637		2 372 308	1 959 730	24 216		1 983 946
	0,6% < PD < 12%	790 303	192 080		982 383	693 911	236 401		930 312
	12% ≤ PD < 100%		34 180		34 180		46 097		46 097
	PD = 100%			63 043	63 043			65 030	65 030
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>3 149 974</b>	<b>238 897</b>	<b>63 043</b>	<b>3 451 914</b>	<b>2 653 641</b>	<b>306 714</b>	<b>65 030</b>	<b>3 025 385</b>
Dépréciations		(22 600)	(77 772)	(97 340)	(197 712)	(19 545)	(66 822)	(103 583)	(188 950)
<b>Total</b>		<b>12 246 033</b>	<b>1 117 341</b>	<b>122 645</b>	<b>13 486 019</b>	<b>11 479 974</b>	<b>1 127 392</b>	<b>117 090</b>	<b>12 724 456</b>

### **Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i> Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	589 961	377		590 338	558 732	426		559 158
	0,5% < PD ≤ 2%	73 132	5 382		78 514	64 703	5 130		69 833
	2% < PD ≤ 20%	28 965	20 146		49 111	30 091	13 824		43 915
	20% < PD < 100%		2 896		2 896		847		847
	PD = 100%			1 608	1 608			1 507	1 507
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>692 058</b>	<b>28 801</b>	<b>1 608</b>	<b>722 467</b>	<b>663 626</b>	<b>20 227</b>	<b>1 507</b>	<b>675 260</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	220 596	86		220 682	196 400	93		196 493
	0,6% < PD < 12%	106 855	20 008		126 863	74 484	33 008		107 492
	12% ≤ PD < 100%		10 722		10 722		2 402		2 402
	PD = 100%			1 338	1 338			1 603	1 603
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>327 451</b>	<b>30 816</b>	<b>1 338</b>	<b>359 605</b>	<b>270 884</b>	<b>35 503</b>	<b>1 603</b>	<b>307 990</b>
Provisions (1)		(2 572)	(5 041)	(340)	(7 953)	(2 075)	(4 797)	(1 102)	(7 974)
<b>Total</b>		<b>1 016 937</b>	<b>64 576</b>	<b>2 606</b>	<b>1 074 119</b>	<b>922 335</b>	<b>60 933</b>	<b>2 008</b>	<b>976 276</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i> Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 711	□		8 711	8 415	□		8 415
	0,5% < PD ≤ 2%	1 268	135		1 403	1 157	399		1 556
	2% < PD ≤ 20%	104	664		768	79	781		860
	20% < PD < 100%		369		369		6		6
	PD = 100%			339	339			602	602
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>10 083</b>	<b>1 168</b>	<b>339</b>	<b>11 590</b>	<b>9 651</b>	<b>1 186</b>	<b>602</b>	<b>11 439</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	254 232	□		254 232	237 196	911		238 107
	0,6% < PD < 12%	51 833	11 530		63 363	44 908	15 271		60 179
	12% ≤ PD < 100%		2 439		2 439		1 760		1 760
	PD = 100%			9 512	9 512			8 468	8 468
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>306 065</b>	<b>13 969</b>	<b>9 512</b>	<b>329 546</b>	<b>282 104</b>	<b>17 942</b>	<b>8 468</b>	<b>308 514</b>
Provisions (1)		(786)	(2 214)	(9 150)	(12 150)	(915)	(3 574)	(7 585)	(12 074)
<b>TOTAL</b>		<b>315 362</b>	<b>12 923</b>	<b>701</b>	<b>328 986</b>	<b>290 840</b>	<b>15 554</b>	<b>1 486</b>	<b>307 879</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

**Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2022										Au 31 décembre 2021				
	Valeur comptable					Valeur comptable					Valeur comptable				
	Actifs soumis à une ECL à 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs soumis à une ECL à 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	
<i>(en milliers d'euros)</i>															
Administration générale	876 144	(393)	5 067	(41)		881 211	833 534	(385)	1 935	(13)	6	(3)	835 475		
Banques centrales															
Etablissements de crédit	299 989	(63)				299 989	126 090	(32)					126 090		
Grandes entreprises	1 973 841	(7 968)	233 830	(21 756)	63 043	2 270 714	1 694 017	(9 937)	304 779	(22 715)	65 024	(38 266)	2 063 820		
Clientèle de détail	9 118 659	(14 176)	956 216	(55 975)	156 942	10 231 817	8 845 878	(9 191)	887 500	(44 094)	155 843	(65 314)	9 889 021		
<b>Total</b>	<b>12 268 633</b>	<b>(22 600)</b>	<b>1 195 113</b>	<b>(77 772)</b>	<b>219 985</b>	<b>13 683 731</b>	<b>11 499 519</b>	<b>(19 545)</b>	<b>1 194 214</b>	<b>(66 822)</b>	<b>220 673</b>	<b>(103 583)</b>	<b>12 914 406</b>		

**Dettes envers la clientèle par agent économique**

	31/12/2022	31/12/2021
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Administration générale	3 731	6 006
Grandes entreprises	2 067 019	2 217 457
Clientèle de détail	2 835 108	2 667 731
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>4 905 858</b>	<b>4 891 194</b>

**Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2022						Au 31 décembre 2021					
	Montant de l'engagement						Montant de l'engagement					
	Engagements sains			Engagements sains			Engagements sains			Engagements sains		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut
(en milliers d'euros)												
Administration générale	27 643	(8)	□	□	□	□	27 643	□	(24)	□	□	55 361
Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Etablissements de crédit	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Grandes entreprises	299 808	(1 004)	30 816	(2 744)	1 338	(232)	331 962	35 503	(1 145)	1 603	(515)	252 629
Cliens de détail	692 058	(1 560)	28 801	(2 297)	1 608	(108)	722 467	20 227	(906)	1 507	(587)	675 260
<b>Total</b>	<b>1 019 509</b>	<b>(2 572)</b>	<b>59 617</b>	<b>(5 041)</b>	<b>2 946</b>	<b>(340)</b>	<b>1 082 072</b>	<b>55 730</b>	<b>(2 075)</b>	<b>3 110</b>	<b>(1 102)</b>	<b>993 250</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2022					Au 31 décembre 2021														
	Montant de l'engagement					Montant de l'engagement														
	Engagements sains		Total brut	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut										
Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)				Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)				Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)									
(en milliers d'euros)																				
Administration générale	4 687		4 687		4 687					4 687										4 687
Banques centrales																				
Etablissements de crédit	151 368		151 368		155 748					142 048										145 776
Grandes entreprises	150 010		150 010		169 111		4 380	5 132	(9 043)	135 369	(882)	17 942	(3 213)	4 740	(7 451)				158 051	
Cliénèle de détail	10 063	(36)	10 063	(309)	11 590	339	(107)			9 651	(33)	1 186	(361)	602	(134)				11 439	
<b>Total</b>	<b>316 148</b>	<b>(786)</b>	<b>341 136</b>	<b>(2 214)</b>	<b>341 136</b>	<b>9 851</b>	<b>(9 150)</b>	<b>9 851</b>	<b>(9 150)</b>	<b>291 755</b>	<b>(916)</b>	<b>19 128</b>	<b>(3 574)</b>	<b>9 070</b>	<b>(7 585)</b>				<b>319 953</b>	

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.



## Concentrations du risque de crédit par zone géographique

### Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	11 910 472	1 179 960	216 709	13 307 141	11 187 077	1 177 572	217 115	12 581 764
Autres pays de l'Union européenne	207 319	2 047	227	209 593	163 922	3 615	230	167 767
Autres pays d'Europe	141 933	12 809	2 882	157 624	139 140	13 022	3 328	155 490
Amérique du Nord	5 747	276	□	6 023	5 953	□	□	5 953
Amériques centrale et du Sud	95	□	□	95	115	□	□	115
Afrique et Moyen-Orient	860	21	167	1 048	986	5	□	991
Asie et Océanie (hors Japon)	1 930	□	□	1 930	2 035	□	□	2 035
Japon	277	□	□	277	291	□	□	291
Dépréciations	(22 800)	(77 772)	(97 340)	(197 712)	(19 545)	(66 822)	(103 583)	(189 950)
<b>Total</b>	<b>12 246 033</b>	<b>1 117 341</b>	<b>122 645</b>	<b>13 486 019</b>	<b>11 479 974</b>	<b>1 127 392</b>	<b>117 090</b>	<b>12 724 456</b>

### Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
France (y compris DOM-TOM)	4 819 425	4 762 987
Autres pays de l'Union européenne	45 758	68 538
Autres pays d'Europe	31 847	52 048
Amérique du Nord	3 777	3 788
Amériques centrale et du Sud	324	134
Afrique et Moyen-Orient	2 319	1 620
Asie et Océanie (hors Japon)	2 387	2 068
Japon	21	11
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>4 906 868</b>	<b>4 891 194</b>

**Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	1 013 339	59 457	2 939	1 076 735	913 298	55 578	3 110	971 986
Autres pays de l'Union européenne	348	1	□	349	2 922	3	□	2 925
Autres pays d'Europe	4 390	154	5	4 549	6 270	147	□	6 417
Amérique du Nord	158	2	2	162	795	□	□	795
Amériques centrale et du Sud	15	□	□	15	12	□	□	12
Afrique et Moyen-Orient	1 239	3	□	1 242	1 061	2	□	1 063
Asie et Océanie (hors Japon)	20	□	□	20	39	□	□	39
Japon	□	□	□	□	13	□	□	13
Organismes supranationaux	□	□	□	□	□	□	□	□
Provisions (1)	(2 572)	(5 041)	(340)	(7 953)	(2 075)	(4 797)	(1 102)	(7 974)
<b>Total</b>	<b>1 016 937</b>	<b>54 676</b>	<b>2 606</b>	<b>1 074 119</b>	<b>922 335</b>	<b>60 933</b>	<b>2 008</b>	<b>975 276</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2022				Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total
	Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	310 043	15 137	9 851	335 031	285 619	19 128	9 070	313 817
Autres pays de l'Union européenne	□	□	□	□	8	□	□	8
Autres pays d'Europe	242	□	□	242	264	□	□	264
Amérique du Nord	319	□	□	319	320	□	□	320
Amériques centrale et du Sud	□	□	□	□	□	□	□	□
Afrique et Moyen-Orient	5 544	□	□	5 544	5 544	□	□	5 544
Asie et Océanie (hors Japon)	□	□	□	□	□	□	□	□
Japon	□	□	□	□	□	□	□	□
Organismes supra-nationaux	□	□	□	□	□	□	□	□
Provisions (1)	(786)	(2 214)	(9 150)	(12 150)	(915)	(3 574)	(7 585)	(12 074)
<b>Total</b>	<b>315 362</b>	<b>12 923</b>	<b>701</b>	<b>328 986</b>	<b>290 840</b>	<b>16 554</b>	<b>1 485</b>	<b>307 879</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

#### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	Valeur comptable au 31 décembre 2022								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Prêts et créances	112 899	1 613	□	35 731	7 851	20	8 892	4 705	43 221
Administration générale	46 403	40	□	□	□	□	□	□	□
Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Etablissements de crédit	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Grandes entreprises	43 405	45	□	8 231	1 068	□	2 115	344	8 722
Clientèle de détail	23 091	1 528	□	27 500	6 783	20	6 777	4 361	34 499
<b>Total</b>	<b>112 899</b>	<b>1 613</b>	<b>□</b>	<b>35 731</b>	<b>7 851</b>	<b>20</b>	<b>8 892</b>	<b>4 705</b>	<b>43 221</b>

	Valeur comptable au 31 décembre 2021								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Prêts et créances	46 522	2 805	□	33 455	7 318	15	5 922	4 035	44 052
Administration générale	2 943	121	□	□	□	□	□	□	□
Banques centrales	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Etablissements de crédit	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Grandes entreprises	18 774	721	□	6 489	1 188	□	369	682	7 888
Clientèle de détail	24 805	1 963	□	26 966	6 130	15	5 553	3 353	36 164
<b>Total</b>	<b>46 522</b>	<b>2 805</b>	<b>□</b>	<b>33 455</b>	<b>7 318</b>	<b>15</b>	<b>5 922</b>	<b>4 035</b>	<b>44 052</b>

### 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au risque souverain sont les suivantes :

#### Activité bancaire

31/12/2022	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en milliers d'euros)							
Allemagne	□	1 410	□	4 615	6 025	□	6 025
Belgique	□	□	□	8 046	8 046	□	8 046
Espagne	□	113	□	□	113	□	113
France	□	972	□	246 981	247 953	□	247 953
Italie	□	176	□	□	176	□	176
Irlande	□	538	□	□	538	□	538
Autres pays souverains	□		□	□		□	
<b>Total</b>	□	<b>3 209</b>	□	<b>269 642</b>	<b>262 851</b>	□	<b>262 851</b>

31/12/2021	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en milliers d'euros)							
Allemagne	□	52 837	□	□	52 837	□	52 837
Autriche	□	1 409	□	□	1 409	□	1 409
Belgique	□	3 486	□	8 049	11 535	□	11 535
Danemark	□	842	□	□	842	□	842
Finlande	□	877	□	□	877	□	877
France	□	40 735	□	174 442	215 177	□	215 177
Irlande	□	144	-	□	144	□	144
Luxembourg	-	6579	□	□	6579	□	6579
Autres pays souverains	□	66290	-	□	66290	□	66290
<b>Total</b>	□	<b>173 199</b>	□	<b>182 491</b>	<b>356 690</b>	□	<b>356 690</b>

### 3.3 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.3 Gestion des risques)

#### **Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle**

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

#### **Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 934	66 429	324 629	383 892
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres instruments	□	□	□	□
<b>Sous-total</b>	<b>2 934</b>	<b>66 429</b>	<b>324 629</b>	<b>383 892</b>
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>2 934</b>	<b>66 429</b>	<b>324 629</b>	<b>383 892</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 239	3 020	28 133	32 392
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres instruments	□	□	□	□
<b>Sous-total</b>	<b>1 239</b>	<b>3 020</b>	<b>28 133</b>	<b>32 392</b>
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>1 239</b>	<b>3 020</b>	<b>28 133</b>	<b>32 392</b>

### Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	13	840	7 593	8 446
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres Instruments	□	□	□	□
Sous-total	13	840	7 593	8 446
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>13</b>	<b>840</b>	<b>7 593</b>	<b>8 446</b>

	31/12/2021			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	1 517	13 864	69 133	84 514
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres Instruments	□	□	□	□
Sous-total	1 517	13 864	69 133	84 514
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>1 517</b>	<b>13 864</b>	<b>69 133</b>	<b>84 514</b>

### Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	14	996	14 667	15 677
Instruments de devises et or	465	325	□	780
Autres Instruments	187	□	133	320
Sous-total	666	1 321	14 700	16 677
Opérations de change à terme	1 556	8	□	1 564
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>2 212</b>	<b>1 329</b>	<b>14 700</b>	<b>18 241</b>

	31/12/2021			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	□	98	2 397	2 495
Instruments de devises et or	635	363	□	888
Autres Instruments	16	□	□	16
Sous-total	651	461	2 397	3 399
Opérations de change à terme	560	11	□	571
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>1 111</b>	<b>462</b>	<b>2 397</b>	<b>3 970</b>

## Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	14	996	14 626	15 636
Instruments de devises et or	466	325	□	780
Autres Instruments	62	□	□	62
<b>Sous-total</b>	<b>531</b>	<b>1 321</b>	<b>14 626</b>	<b>16 478</b>
Opérations de change à terme	1 523	7	□	1 530
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>2 054</b>	<b>1 328</b>	<b>14 626</b>	<b>18 008</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	□	98	2 452	2 550
Instruments de devises et or	536	353	□	888
Autres Instruments	240	□	□	240
<b>Sous-total</b>	<b>776</b>	<b>451</b>	<b>2 452</b>	<b>3 678</b>
Opérations de change à terme	527	8	□	535
<b>Total Juste valeur des Instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>1 302</b>	<b>459</b>	<b>2 452</b>	<b>4 213</b>

## Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	3 576 856	2 815 702
Instruments de devises et or	221 836	340 684
Autres Instruments	1 159	1 159
<b>Sous-total</b>	<b>3 799 850</b>	<b>3 157 546</b>
Opérations de change à terme	210 454	95 480
<b>Total Notionnels</b>	<b>4 010 304</b>	<b>3 253 026</b>

## Risque de change

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.3 Gestion des risques)



### 3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.3 Gestion des risques)

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2022					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	802 137	5 689	1 637 207	23 614	313	2 468 970
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	668 386	1 182 327	4 357 993	6 637 072	34 460	12 880 238
<b>Total</b>	<b>1 470 523</b>	<b>1 188 026</b>	<b>6 995 200</b>	<b>6 660 686</b>	<b>34 773</b>	<b>15 349 208</b>
Dépréciations						(197 459)
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>15 151 749</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2021					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 229 645	31 215	144 062	12 117	□	1 417 039
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	620 279	1 152 914	4 247 454	6 369 989	30 586	12 421 222
<b>Total</b>	<b>1 849 924</b>	<b>1 184 129</b>	<b>4 391 516</b>	<b>6 382 106</b>	<b>30 586</b>	<b>13 838 261</b>
Dépréciations						(189 797)
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>13 648 464</b>

#### Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2022					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	600 540	2 340 280	4 695 781	1 873 006	□	9 509 607
Dettes envers la clientèle	4 442 669	99 483	233 571	130 135	□	4 905 858
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>5 043 209</b>	<b>2 439 763</b>	<b>4 929 352</b>	<b>2 003 141</b>	<b>□</b>	<b>14 415 465</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2021					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	873 277	1 648 499	4 253 369	1 999 114	1	8 774 260
Dettes envers la clientèle	4 422 491	101 309	227 430	139 964	□	4 891 194
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>5 295 768</b>	<b>1 749 808</b>	<b>4 480 799</b>	<b>2 139 078</b>	<b>1</b>	<b>13 665 454</b>

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Titres de créances négociables	□	□	□	□	□	□
Emprunts obligataires	302	□	□	74 454	□	74 756
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>302</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>74 454</b>	<b>□</b>	<b>74 756</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	□	□	□	671	(671)	□
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	□	□	□	□	230
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>671</b>	<b>(671)</b>	<b>230</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé e	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Titres de créances négociables	□	□	□	□	□	□
Emprunts obligataires	9	□	□	64 091	□	64 100
Autres dettes représentées par un titre	□	□	□	□	□	□
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>9</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>64 091</b>	<b>□</b>	<b>64 100</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	□	□	□	671	(671)	□
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	□	□	□	□	230
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>671</b>	<b>(671)</b>	<b>230</b>

### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	10 259	□	□	□	□	10 259

(en milliers d'euros)	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	450	□	□	□	□	450

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

### 3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 "Risque de marché" et Chapitre "Gestion des risques – Gestion du bilan" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

#### **Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

#### **Couverture de flux de trésorerie**

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

#### **Couverture d'un investissement net en devise**

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

#### **Instruments dérivés de couverture**

	31/12/2022			31/12/2021		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>383 892</b>	<b>8 446</b>	<b>3 327 155</b>	<b>32 392</b>	<b>84 514</b>	<b>2 621 771</b>
Taux d'intérêt	383 892	8 446	3 327 155	32 392	84 514	2 621 771
Change	□	□	□	□	□	□
Autres	□	□	□	□	□	□
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	□	□	□	□	□	□
Taux d'intérêt	□	□	□	□	□	□
Change	□	□	□	□	□	□
Autres	□	□	□	□	□	□
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	□	□	□	□	□	□
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>383 892</b>	<b>8 446</b>	<b>3 327 155</b>	<b>32 392</b>	<b>84 514</b>	<b>2 621 771</b>

**Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)**

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	242 310	1 169 487	1 925 368	3 327 165
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres instruments	□	□	□	□
Sous-total	242 310	1 169 487	1 925 368	3 327 165
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Notionnel des Instruments dérivés de couverture</b>	<b>242 310</b>	<b>1 169 487</b>	<b>1 925 368</b>	<b>3 327 165</b>

	31/12/2021			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	303 059	908 477	1 410 235	2 621 771
Instruments de devises	□	□	□	□
Autres instruments	□	□	□	□
Sous-total	303 059	908 477	1 410 235	2 621 771
Opérations de change à terme	□	□	□	□
<b>Total Notionnel des Instruments dérivés de couverture</b>	<b>303 059</b>	<b>908 477</b>	<b>1 410 235</b>	<b>2 621 771</b>

La note 3.2 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

## ➤ Couverture de juste valeur

### *Instruments dérivés de couverture*

	31/12/2022				31/12/2021			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Couverture de juste valeur</b>								
Marchés organisés et de gré à gré	8 377	7 406	39 526	167 028	158	39 278	14 626	195 742
Taux d'intérêt	8 377	7 406	39 526	167 028	158	39 278	14 626	195 742
<b>Total des micro-couvertures de juste valeur</b>	<b>8 377</b>	<b>7 406</b>	<b>39 526</b>	<b>167 028</b>	<b>158</b>	<b>39 278</b>	<b>14 626</b>	<b>195 742</b>
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	375 515	1 040	385 142	3 160 127	32 234	45 236	80 953	2 426 029
<b>Total couverture de juste valeur</b>	<b>383 892</b>	<b>8 446</b>	<b>424 668</b>	<b>3 327 155</b>	<b>32 392</b>	<b>84 514</b>	<b>95 579</b>	<b>2 621 771</b>

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### *Éléments couverts*

Micro-couvertures	31/12/2022				31/12/2021			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture			Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□	□	□	□	□	□	□
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	167 490	(1 414)	□	(39 215)	240 051	37 801	□	(14 599)
Taux d'intérêt	167 490	(1 414)	□	(39 215)	240 051	37 801	□	(14 599)
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>167 490</b>	<b>(1 414)</b>	<b>□</b>	<b>(39 215)</b>	<b>240 051</b>	<b>37 801</b>	<b>□</b>	<b>(14 599)</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	□	□	□	□	□	□	□	□
Taux d'intérêt	□	□	□	□	□	□	□	□
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>□</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2022		31/12/2021	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□	□	□
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 746 746	□	2 397 369	□
<b>Total - Actifs</b>	<b>2 746 746</b>	<b>□</b>	<b>2 397 369</b>	<b>□</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	64 182	□	56 682	□
<b>Total - Passifs</b>	<b>64 182</b>	<b>□</b>	<b>56 682</b>	<b>□</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2022			31/12/2021		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Taux d'intérêt	424 668	(421 032)	3 636	95 579	(95 094)	485
Change	□	□	□	□	□	□
Autres	□	□	□	□	□	□
<b>Total</b>	<b>424 668</b>	<b>(421 032)</b>	<b>3 636</b>	<b>95 579</b>	<b>(95 094)</b>	<b>485</b>

### 3.6 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.2 Facteur de risques

### 3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013<sup>1</sup> (CRR), Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36<sup>2</sup> et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation "conglomérat financier".

En 2022 comme en 2021 et selon la réglementation en vigueur, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a respecté les exigences réglementaires.

---

<sup>1</sup> Complété en juin 2019 par le règlement (UE) 2019/876 et en juin 2020 par le règlement (UE) 2020/873

<sup>2</sup> Complétée en juin 2019 par la directive (UE) 2019/878

## 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### 4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Sur les actifs financiers au coût amorti	247 073	231 399
Opérations avec les établissements de crédit	3 779	1 020
Opérations internes au Crédit Agricole	23 558	28 316
Opérations avec la clientèle	202 887	195 422
Opérations de location-financement	□	□
Titres de dettes	16 839	6 641
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	□	□
Opérations avec les établissements de crédit	□	□
Opérations avec la clientèle	□	□
Titres de dettes	□	□
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	11 704	2 620
Autres intérêts et produits assimilés	351	478
<b>Produits d'Intérêts (1)</b>	<b>259 128</b>	<b>234 497</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	(76 491)	(49 202)
Opérations avec les établissements de crédit	(3 300)	(1 357)
Opérations internes au Crédit Agricole	(60 875)	(40 377)
Opérations avec la clientèle	(12 055)	(7 621)
Opérations de location-financement	□	□
Dettes représentées par un titre	(237)	159
Dettes subordonnées	(24)	(6)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(30 455)	(30 466)
Autres intérêts et charges assimilées	(386)	(498)
<b>Charges d'Intérêts</b>	<b>(107 332)</b>	<b>(80 166)</b>

(1) dont 3 985 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2022 contre 4 057 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 12 260 milliers d'euros et 3 446 milliers d'euros.

Les produits d'intérêts incluent les effets de la catch-up résultant de la prorogation des PGE pour un montant de 45 milliers d'euros.



## 4.2 Produits et charges de commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	446	(92)	354	333	(84)	249
Sur opérations internes au Crédit Agricole	9 686	(34 550)	(24 864)	7 906	(33 927)	(26 021)
Sur opérations avec la clientèle	8 681	(2 098)	6 583	9 818	(2 855)	6 963
Sur opérations sur titres	□	□	□	□	□	□
Sur opérations de change	1 056	□	1 056	909	□	909
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	33	□	33	353	□	353
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	131 597	(9 612)	121 985	127 662	(8 685)	118 977
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 078	(43)	1 035	1 504	(46)	1 458
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>152 577</b>	<b>(46 395)</b>	<b>106 182</b>	<b>148 486</b>	<b>(45 597)</b>	<b>102 888</b>

Les produits de commissions des opérations avec la clientèle et sur les moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et sont portés majoritairement par l'activité de banque de détail.

## 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	1 420	356
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	475	279
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	759	949
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	(5 184)	842
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	□	□
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	□	□
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	5 705	4 504
Résultat de la comptabilité de couverture	3 636	485
<b>Gains ou pertes nets sur Instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>6 811</b>	<b>7 415</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	54 023	(63 712)	311	91 236	(91 207)	28
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	7 404	(46 619)	(39 215)	38 318	(52 917)	(14 599)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	46 619	(7 093)	39 526	52 917	(38 290)	14 627
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	□	□	□	□	□	□
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	□	□	□	□	□	□
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	□	□	□	□	□	□
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	□	□	□	□	□	□
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	452 167	(448 842)	3 325	171 807	(171 360)	467
Variations de juste valeur des éléments couverts	35 175	(416 992)	(381 817)	45 656	(126 151)	(80 495)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	416 992	(31 850)	385 142	126 151	(45 199)	80 952
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	□	□	□	□	□	□
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	□	□	□	□	□	□
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>606 190</b>	<b>(602 664)</b>	<b>3 636</b>	<b>263 042</b>	<b>(262 667)</b>	<b>486</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Gains ou pertes nets sur Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	□	□
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	32 566	21 720
<b>Gains ou pertes nets sur Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>32 566</b>	<b>21 720</b>

#### 4.5 Produits (charges) nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	□	□
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	□	□
Autres produits nets de l'activité d'assurance	□	□
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	□	□
Produits nets des immeubles de placement	46	(99)
Autres produits (charges) nets	47	387
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>93</b>	<b>288</b>

## 4.6 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	(105 193)	(105 595)
Impôts, taxes et contributions récurrentes (1)	(7 614)	(5 257)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(63 333)	(60 335)
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>(177 140)</b>	<b>(171 187)</b>

(1) Dont 3 109 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2022 contre 1 743 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

### **Honoraires des commissaires aux comptes**

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté intégrées globalement est la suivante au titre de 2022 :

Collège des Commissaires aux comptes de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté

<i>(en milliers d'euros hors taxes)</i>	EY		MAZARS		Total 2022
	2022	2021	2022	2021	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>73</b>	<b>□</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>169</b>
Emetteur	73	□	78	75	155
Filiales intégrées globalement	□	□	14	17	14
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>6</b>
Emetteur	□	□	4	4	□
Filiales intégrées globalement	□	□	6	6	6
<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>□</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>176</b>

Le montant total des honoraires de ERNST & YOUNG commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 73 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ses filiales.

Le montant total des honoraires de MAZARS Commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 102 milliers d'euros, dont 92 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ses filiales, et 10 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

#### 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(7 939)</b>	<b>(8 108)</b>
Immobilisations corporelles (1)	(7 935)	(8 103)
Immobilisations incorporelles	(4)	(5)
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>18</b>	<b>183</b>
Immobilisations corporelles	18	183
Immobilisations incorporelles	□	□
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(7 921)</b>	<b>(7 926)</b>

(1) Dont 729 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2022.

## 4.8 Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>(13 254)</b>	<b>2 629</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>(3 421)</b>	<b>5 668</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(3 053)	5 447
Engagements par signature	(368)	221
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>(9 833)</b>	<b>(3 039)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(10 949)	(4 870)
Engagements par signature	1 116	1 831
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>(5 132)</b>	<b>(12 128)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(4 329)	(12 145)
Engagements par signature	(803)	17
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>17</b>	<b>(99)</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>2 228</b>	<b>797</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D)</b>	<b>(16 141)</b>	<b>(8 801)</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	□	□
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	□	□
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(247)	(467)
Récupérations sur prêts et créances	1 841	655
comptabilisés au coût amorti	1 841	655
comptabilisés en capitaux propres recyclables	□	□
Décotes sur crédits restructurés	(115)	(207)
Pertes sur engagements par signature	□	□
Autres pertes	(1)	(1)
Autres produits	□	□
<b>Coût du risque</b>	<b>(14 663)</b>	<b>(8 821)</b>

## 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>(141)</b>	<b>280</b>
Plus-values de cession	59	619
Moins-values de cession	(200)	(339)
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>□</b>	<b>□</b>
Plus-values de cession	□	□
Moins-values de cession	□	□
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>□</b>	<b>□</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>(141)</b>	<b>280</b>

## 4.10 Impôts

### Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Charge d'impôt courant	(16 034)	(19 978)
Charge d'impôt différé	(3 291)	1 065
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>(19 325)</b>	<b>(18 913)</b>

### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2022

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	97 583	25,83%	(25 206)
Effet des différences permanentes		0,27%	(267)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	□
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,00%	□
Effet de l'imposition à taux réduit		(0,25)%	243
Changement de taux		0,00%	□
Effet des autres éléments		2,36%	(2 306)
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>19,80%</b>	<b>(19 325)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2022.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 3 820 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Cette variation est principalement due à la hausse des plus-values des titres de participation y compris ceux de La Boétie.

Au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	98 989	28,41%	(28 123)
Effet des différences permanentes		(4,11)%	4 065
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	□
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,81%	(797)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	□
Changement de taux		0,00%	□
Effet des autres éléments		0,16%	(157)
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>19,11%</b>	<b>(18 913)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2021.

## 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

### Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
Gains et pertes sur écarts de conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes avant Impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	3 306	906
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(103 783)	173 529
Ecart de réévaluation de la période	(101 151)	173 633
Transferts en réserves	(2 833)	(104)
Autres variations	201	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes avant Impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	2 276	(5 482)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>(98 201)</b>	<b>168 953</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(98 201)</b>	<b>168 953</b>
Dont part du Groupe	(98 201)	168 953
Dont participations ne donnant pas le contrôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## **5 Informations sectorielles**

L'activité de la Caisse Régionale de Franche-Comté est réalisée exclusivement dans le secteur opérationnel « banque de détail ».



## 6 Notes relatives au bilan

### 6.1 Caisse, banques centrales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	61 053	□	56 214	□
Banques centrales	6 188	□	2 954	□
Valeur au bilan	67 241	□	59 168	□

### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	18 290	3 979
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	73 691	512 038
Instruments de capitaux propres	20 890	16 631
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	52 801	495 407
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	□	□
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□
<b>Valeur au bilan</b>	<b>91 981</b>	<b>516 017</b>
Dont Titres prêtés	□	□

#### *Passifs financiers à la juste valeur par résultat*

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	18 008	4 213
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	□	□
<b>Valeur au bilan</b>	<b>18 008</b>	<b>4 213</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

### 6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

## 6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	□	□	□	□	□	□
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 029 445	233 570	(10 096)	1 132 202	337 000	(9 740)
<b>Total</b>	<b>1 029 445</b>	<b>233 570</b>	<b>(10 096)</b>	<b>1 132 202</b>	<b>337 000</b>	<b>(9 740)</b>

### ***Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables***

#### Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	12 966	583	□	12 545	554	□
Titres de participation non consolidés	1 016 479	232 987	(10 096)	1 119 657	336 446	(9 740)
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 029 445</b>	<b>233 570</b>	<b>(10 096)</b>	<b>1 132 202</b>	<b>337 000</b>	<b>(9 740)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		(6 606)	□		(9 736)	□
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>226 964</b>	<b>(10 096)</b>		<b>327 264</b>	<b>(9 740)</b>

## Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2022			31/12/2021		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	2	□	□	□	□	□
Titres de participation non consolidés	4 419	2 833	□	1 596	353	(249)
<b>Total Placements dans des Instruments de capitaux propres</b>	<b>4 421</b>	<b>2 833</b>	<b>□</b>	<b>1 596</b>	<b>353</b>	<b>(249)</b>
Impôts sur les bénéfices		□	□		(1)	7
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>2 833</b>	<b>□</b>		<b>352</b>	<b>(242)</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'Instrument concerné.

Au cours de l'exercice, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a procédé à la cession du titre ARCADO FINANCE. Cette cession résulte de la décision Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté de se désengager de l'activité.

## **6.5 Actifs financiers au coût amorti**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 468 967	1 417 036
Prêts et créances sur la clientèle	12 682 782	12 231 428
Titres de dettes	652 407	464 582
<b>Valeur au bilan</b>	<b>15 804 156</b>	<b>14 113 046</b>

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	148 016	25 648
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>	139 748	14 935
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)</i>	□	□
Valeurs reçues en pension	□	□
Titres reçus en pension livrée	□	□
Prêts subordonnés	2 817	2 801
Autres prêts et créances	□	□
<b>Valeur brute</b>	<b>150 833</b>	<b>28 449</b>
Dépréciations	(3)	(3)
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>150 830</b>	<b>28 446</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	651 927	1 212 655
Titres reçus en pension livrée	□	□
Comptes et avances à terme	1 666 210	175 935
Prêts subordonnés	□	□
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>2 318 137</b>	<b>1 388 590</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 468 967</b>	<b>1 417 036</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

## Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	7 286	5 922
Autres concours à la clientèle	12 772 896	12 321 556
Valeurs reçues en pension	□	□
Titres reçus en pension livrée	□	□
Prêts subordonnés	347	347
Créances nées d'opérations d'assurance directe	□	□
Créances nées d'opérations de réassurance	□	□
Avances en comptes courants d'associés	34 662	30 840
Comptes ordinaires débiteurs	65 047	62 557
<b>Valeur brute</b>	<b>12 880 238</b>	<b>12 421 222</b>
Dépréciations	(197 456)	(189 794)
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>12 682 782</b>	<b>12 231 428</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	□	□
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	□	□
<b>Valeur brute</b>	□	□
Dépréciations	□	□
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	□	□
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>12 682 782</b>	<b>12 231 428</b>

(1) Au 31 décembre 2022, l'encours des prêts garantis par l'Etat (PGE) [i.e. capital restant dû] accordés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 207 974 milliers d'euros.

## Titres de dettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	259 709	182 540
Obligations et autres titres à revenu fixe	392 951	282 195
<b>Total</b>	<b>652 660</b>	<b>464 735</b>
Dépréciations	(253)	(153)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>652 407</b>	<b>464 582</b>

## 6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2022

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										Actifs et passifs associés
	Actifs transférés					Passifs associés					
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)
<i>(en milliers d'euros)</i>											
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Actifs financiers au coût amorti	82 979	82 979			82 982	74 754	74 754			66 391	16 591
Titres de dettes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Prêts et créances	82 979	82 979			82 982	74 754	74 754			66 391	16 591
Total Actifs financiers	82 979	82 979			82 982	74 754	74 754			66 391	16 591
Opérations de location-financement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>82 979</b>	<b>82 979</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>82 982</b>	<b>74 754</b>	<b>74 754</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>66 391</b>	<b>16 591</b>

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

## Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2021

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										Actifs et passifs associés	
	Actifs transférés					Passifs associés						
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Actifs financiers au coût amorti	73 187	73 187	□	□	78 156	64 112	64 112	□	□	64 112	□	14 044
Titres de dettes	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Prêts et créances	73 187	73 187	□	□	78 156	64 112	64 112	□	□	64 112	□	14 044
Total Actifs financiers	73 187	73 187	□	□	78 156	64 112	64 112	□	□	64 112	□	14 044
Opérations de location-financement	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	73 187	73 187	□	□	78 156	64 112	64 112	□	□	64 112	□	14 044

### Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

### Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2022

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement

## 6.7 Passifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Dettes envers les établissements de crédit	9 509 607	8 774 260
Dettes envers la clientèle	4 905 858	4 891 194
Dettes représentées par un titre	74 756	64 100
<b>Valeur au bilan</b>	<b>14 490 221</b>	<b>13 729 654</b>

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Établissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	10 275	13 143
<i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>	□	6
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	□	□
Valeurs données en pension	□	□
Titres donnés en pension livrée	□	□
<b>Total</b>	<b>10 275</b>	<b>13 143</b>
<b>Opérations Internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	□	□
Titres donnés en pension livrée	□	□
Comptes et avances à terme	9 499 332	8 761 117
<b>Total</b>	<b>9 499 332</b>	<b>8 761 117</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 509 607</b>	<b>8 774 260</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	4 284 436	4 250 917
Comptes d'épargne à régime spécial	49 815	48 309
Autres dettes envers la clientèle	571 607	591 968
Titres donnés en pension livrée	□	□
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et récessionnaires en représentation d'engagements techniques	□	□
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 905 858</b>	<b>4 891 194</b>

### Dettes représentées par un titre

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Bons de caisse	□	□
Titres du marché interbancaire	□	□
Titres de créances négociables	□	□
Emprunts obligataires	74 756	64 100
Autres dettes représentées par un titre	□	□
<b>Valeur au bilan</b>	<b>74 756</b>	<b>64 100</b>



## 6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

### Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie		
Dérivés (1)	384 998	□	384 998	8 446	375 446	1 106
Prises en pension de titres	□	□	□	□	□	□
Autres instruments financiers	□	□	□	□	□	□
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>384 998</b>	<b>□</b>	<b>384 998</b>	<b>8 446</b>	<b>375 446</b>	<b>1 106</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 2 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie		
Dérivés (1)	34 287	□	34 287	□	□	34 287
Prises en pension de titres	□	□	□	□	□	□
Autres instruments financiers	□	□	□	□	□	□
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>34 287</b>	<b>□</b>	<b>34 287</b>	<b>□</b>	<b>□</b>	<b>34 287</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 0 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

### Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie		
Dérivés (1)	12 865	□	12 865	8 446	□	4 419
Mises en pension de titres	□	□	□	□	□	□
Autres instruments financiers	□	□	□	□	□	□
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>12 865</b>	<b>□</b>	<b>12 865</b>	<b>8 446</b>	<b>□</b>	<b>4 419</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 66 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2021					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie		
Dérivés (1)	84 514	□	84 514	32 392	52 122	□
Mises en pension de titres	□	□	□	□	□	□
Autres instruments financiers	□	□	□	□	□	□
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>84 514</b>	<b>□</b>	<b>84 514</b>	<b>32 392</b>	<b>52 122</b>	<b>□</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 38 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

## 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Impôts courants	9 100	8 955
Impôts différés	33 608	34 699
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>42 708</b>	<b>43 654</b>
Impôts courants	□	□
Impôts différés	62	66
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>62</b>	<b>66</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2022		31/12/2021	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	43 621	□	44 011	□
Charges à payer non déductibles	□	□	□	□
Provisions pour risques et charges non déductibles	32 680	□	33 606	□
Autres différences temporaires (1)	10 943	(1)	10 407	□
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>(6 821)</b>	<b>□</b>	<b>(9 026)</b>	<b>□</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(6 821)	(218)	(9 748)	(14)
Couverture de flux de trésorerie	□	□	□	□
Gains et pertes sur écarts actuariels	□	216	722	13
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	□	□	□	□
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>(3 192)</b>	<b>62</b>	<b>(286)</b>	<b>66</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>33 608</b>	<b>62</b>	<b>34 699</b>	<b>66</b>

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 7 256 milliers d'euros en 2022 contre 6 531 milliers d'euros en 2021.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

### **Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux**

La caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'est pas concernée

## 6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

### Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Autres actifs</b>	<b>64 575</b>	<b>123 288</b>
Comptes de stocks et emplois divers	665	665
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	□	□
Débiteurs divers (1)	63 851	122 527
Comptes de règlements	59	96
Capital souscrit non versé	□	□
Autres actifs d'assurance	□	□
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	□	□
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>81 918</b>	<b>69 074</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	19 892	14 462
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	11 270	8 833
Produits à recevoir	47 056	41 885
Charges constatées d'avance	1 016	97
Autres comptes de régularisation	2 684	3 797
<b>Valeur au bilan</b>	<b>146 493</b>	<b>192 362</b>

(1) dont 3 109 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

### Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>458 922</b>	<b>70 289</b>
Comptes de règlements	26	□
Créditeurs divers	437 744	56 801
Versements restant à effectuer sur titres	19 570	11 198
Autres passifs d'assurance	□	□
Dettes locatives	1 582	2 290
Autres	□	□
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>167 741</b>	<b>112 972</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	23 663	20 632
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	10	58
Produits constatés d'avance	44 037	44 730
Charges à payer	76 094	40 522
Autres comptes de régularisation	23 937	7 030
<b>Valeur au bilan</b>	<b>626 663</b>	<b>183 261</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

## 6.11 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
Valeur brute	2 801	□	81	(878)	□	□	2 004
Amortissements et dépréciations	(1 336)	□	(83)	392	□	□	(1 027)
Valeur au bilan (1)	1 465	□	(2)	(486)	□	□	977

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Valeur brute	2 787	□	31	(17)	□	□	2 801
Amortissements et dépréciations	(1 253)	□	(93)	10	□	□	(1 336)
Valeur au bilan (1)	1 534	□	(62)	(7)	□	□	1 465

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

### Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 977 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 1 465 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	□	□
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	□	□
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	2 004	2 801
Valeur de marché des Immeubles de placement	2 004	2 801	

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

## 6.12 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	208 383	16 802	8 459	(4 365)	□	□	229 279
Amortissements et dépréciations	(136 551)	(4 352)	(7 907)	3 951	□	□	(144 859)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>71 832</b>	<b>12 450</b>	<b>552</b>	<b>(414)</b>	□	□	<b>84 420</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6 323	□	□	□	□	□	6 323
Amortissements et dépréciations	(6 317)	□	(4)	□	□	□	(6 321)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6</b>	□	<b>(4)</b>	□	□	□	<b>2</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	210 103	(199)	5 586	(7 562)	□	455	208 383
Amortissements et dépréciations	(134 676)	36	(8 103)	6 192	□	□	(136 551)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>75 427</b>	<b>(163)</b>	<b>(2 517)</b>	<b>(1 370)</b>	□	<b>455</b>	<b>71 832</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6 318	□	□	□	□	5	6 323
Amortissements et dépréciations	(6 311)	□	(5)	(1)	□	□	(6 317)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>7</b>	□	<b>(5)</b>	<b>(1)</b>	□	<b>5</b>	<b>6</b>

## 6.13 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
Risques sur les produits épargne-logement	17 058	□	□	□	(8 447)	□	□	8 611
Risques d'exécution des encaissements par signature	20 048	□	46 194	□	(46 139)	□	□	20 103
Risques opérationnels	9 624	□	464	(168)	(2 325)	□	□	7 595
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 580	□	38	□	(136)	□	(2 796)	686
Litiges divers	2 678	□	719	(244)	(1 108)	□	□	2 045
Participations	□	□	□	□	□	□	□	□
Restructurations	□	□	□	□	□	□	□	□
Autres risques	3 788	21	680	(1 648)	(63)	□	□	2 778
<b>TOTAL</b>	<b>56 776</b>	<b>21</b>	<b>48 095</b>	<b>(2 060)</b>	<b>(58 218)</b>	□	<b>(2 796)</b>	<b>41 818</b>

(1) Dont 686 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2020	01/01/2021	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Risques sur les produits épargne-logement	18 595	□	□	367	□	(1 904)	□	□	17 058
Risques d'exécution des engagements par signature	22 117	□	□	40 810	□	(42 879)	□	□	20 048
Risques opérationnels	10 717	□	□	1 250	(293)	(2 050)	□	□	9 624
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 167	□	□	170	□	(11)	□	254	3 580
Litiges divers	2 534	□	□	1 095	(83)	(868)	□	□	2 678
Participations	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Restructurations	□	□	□	□	□	□	□	□	□
Autres risques	4 542	□	□	1 013	(1 736)	(31)	□	□	3 788
<b>TOTAL</b>	<b>61 672</b>	□	□	<b>44 705</b>	<b>(2 112)</b>	<b>(47 743)</b>	□	<b>264</b>	<b>56 776</b>

(1) Dont 2 796 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 784 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

### ➤ Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour

LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 882 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision de celui-ci a été constatée dans les comptes de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au 31 décembre 2021.

L'Autorité de la concurrence a déposé le 2 mai 2022 un mémoire à l'appui du pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 2 décembre 2021 (soit à l'issue du délai imparti de 4 mois à compter du 31 décembre 2021 pour ce dépôt).

Les banques ont déposé en retour un mémoire de défense le 4 juillet 2022, en réponse duquel l'Autorité de la concurrence a déposé un nouveau mémoire le 30 septembre 2022. Les travaux d'analyse de ce document sont en cours, en vue d'un dépôt de réponse courant novembre. Les dates de l'audience et du rendu de la décision de la Cour de cassation ne sont pas encore connues.

Dans ce contexte, la provision comptabilisée au 31 décembre 2021 est maintenue dans les comptes du 31 décembre 2022.

### **Provision épargne-logement :**

#### **Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	152 667	135 183
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	978 432	967 312
Ancienneté de plus de 10 ans	911 475	935 578
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 042 574</b>	<b>2 038 073</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>175 757</b>	<b>168 190</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 218 331</b>	<b>2 206 263</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2022 pour les données au 31 décembre 2022 et à fin novembre 2021 pour les données au 31 décembre 2021.

## Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Plans d'épargne-logement	429	751
Comptes épargne-logement	1 952	3 014
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 381</b>	<b>3 766</b>

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	134	145
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	52	8 476
Ancienneté de plus de 10 ans	2 722	8 438
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 908</b>	<b>17 068</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>□</b>	<b>□</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 908</b>	<b>17 068</b>

La mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Epargne Logement, qui démontrent une forte sensibilité aux paramètres de taux et de liquidité et à la projection des encours en risque, aurait entraîné une reprise mécanique de provision sur le S2 2022 du montant provisionné au 30 juin 2022 de 66 %. Dans un contexte de volatilité des taux, et notamment de hausse rapide depuis un an, à des niveaux inconnus depuis 10 ans, il est apparu pertinent de ne pas comptabiliser une telle reprise de provision afin d'évaluer les impacts de ce nouvel environnement, notamment sur les modèles comportementaux de calcul de la provision, qui a donc été figée à son niveau du 30 juin 2022 (après une reprise de 8 447 milliers d'euros au cours du premier semestre) et nous semble représenter au mieux la réalité des risques à la fin de l'année. Des travaux seront menés en 2023 sur ces modèles pour évaluer leur robustesse dans ce nouveau contexte.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

## 6.14 Dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
Dettes subordonnées à durée déterminée	□	□
Dettes subordonnées à durée indéterminée	□	□
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	230
Titres et emprunts participatifs	□	□
<b>Valeur au bilan</b>	<b>230</b>	<b>230</b>



## 6.15 Capitaux propres

### Composition du capital au 31 décembre 2022

La Caisse régionale de Franche-Comté est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31/12/2021	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2022	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'Investissements (CCI)	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 495 584	□	□	1 495 584	28,77%	0,00%
Dont part du Public	196 078	□	□	196 078	3,77%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	1 299 506	□	□	1 299 506	25,00%	0,00%
Parts sociales	3 702 438	□	□	3 702 438	71,23%	0,00%
Dont 45 Caisses Locales	3 702 419	□	□	3 702 419	71,23%	0,00%
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	18	□	□	18	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	□	□	□	□	0,00%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	□	□	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	□	□	□	□	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>5 198 022</b>	□	□	<b>5 198 022</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 77 970 milliers d'euros

### **Rémunération par titre de capital**

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Franche-Comté sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

### **Dividendes**

Au titre de l'exercice 2022, le Conseil d'administration de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 04/04/2023 le paiement d'un dividende par part sociale de 0.275 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2019	4,05	2,80%
2020	3,18	2,49%
2021	4,03	2,23%
Prévu 2022	4,07	2,75%

### **Dividendes payés au cours de l'exercice**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 8 504 milliers d'euros en 2022.

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 30/03/2022 de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, la totalité du résultat au titre de l'exercice 2021 a été affecté en réserves. Aucune distribution de dividende n'a été votée.

## **Affectations du résultat et fixation du dividende 2022**

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2022 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté du 04/04/2023.

Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, constate que le résultat net distribuable de l'exercice 2022 s'élève à 70 533 447.82€.

En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter ainsi qu'il suit, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Intérêts parts sociales	1 527 255.68 €
- Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés	6 087 026.88 €
- Réserves Légales	47 189 373.94 €
- Autres Réserves	15 729 791.32 €

## 6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	67 241	□	□	□	□	67 241
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 010	1 214	1 329	16 625	71 803	91 981
Instruments dérivés de couverture	□	2 934	56 429	324 529	□	383 892
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	□	□	□	□	1 029 445	1 029 445
Actifs financiers au coût amorti	1 441 246	1 229 700	6 036 079	7 062 358	34 773	15 804 166
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(363 384)					(363 384)
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 146 113</b>	<b>1 233 848</b>	<b>6 093 837</b>	<b>7 403 512</b>	<b>1 136 021</b>	<b>17 013 331</b>
Banques centrales	□	□	□	□	□	□
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	873	1 181	1 328	14 626	□	18 008
Instruments dérivés de couverture	6	7	840	7 593	□	8 446
Passifs financiers au coût amorti	5 043 511	2 439 763	4 929 352	2 077 595	□	14 490 221
Dettes subordonnées	230	□	□	671	(671)	230
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	659					659
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>5 045 279</b>	<b>2 440 951</b>	<b>4 931 620</b>	<b>2 100 486</b>	<b>(671)</b>	<b>14 517 564</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	59 168	□	□	□	□	59 168
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	136	981	462	4 351	510 087	516 017
Instruments dérivés de couverture	1 202	37	3 020	28 133	□	32 392
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	□	□	□	□	1 132 202	1 132 202
Actifs financiers au coût amorti	1 802 348	1 236 182	4 436 422	6 607 526	30 568	14 113 046
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21 259					21 259
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 884 113</b>	<b>1 237 200</b>	<b>4 439 904</b>	<b>6 640 010</b>	<b>1 672 857</b>	<b>15 874 084</b>
Banques centrales	□	□	□	□	□	□
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	356	946	459	2 452	□	4 213
Instruments dérivés de couverture	20	1 497	13 864	69 133	□	84 514
Passifs financiers au coût amorti	5 295 777	1 749 808	4 480 799	2 203 169	1	13 729 554
Dettes subordonnées	230	□	□	671	(671)	230
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(597)					(597)
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>5 295 786</b>	<b>1 752 251</b>	<b>4 495 122</b>	<b>2 275 425</b>	<b>(670)</b>	<b>13 817 914</b>

## 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Salaires et traitements (1)	(57 804)	(55 462)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(6 737)	(6 401)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(2 113)	(2 440)
Autres charges sociales	(20 845)	(21 474)
Intéressement et participation	(9 933)	(11 168)
Impôts et taxes sur rémunération	(8 761)	(8 650)
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>(106 193)</b>	<b>(105 595)</b>

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 148 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 98 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Dont indemnités liées à la retraite pour 286 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 254 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Dont médailles du travail pour 98 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 77 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les salaires et traitements comprennent les charges relatives aux paiements à base d'actions pour les montants suivants :

- au titre de plans de stock options, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a comptabilisé une charge de 148 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 98 milliers d'euros au 31 décembre 2021;

### 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2022	31/12/2021
France	1 258	1 264
Étranger	□	□
<b>Total</b>	<b>1 258</b>	<b>1 264</b>

### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

### Variation dette actuarielle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	27 379	□	27 379	27 123
Impact IFRIC IAS 19 à l'ouverture	□	□	□	□
Ecart de change	□	□	□	□
Coût des services rendus sur l'exercice	2 528	□	2 528	2 442
Coût financier	153	□	153	99
Cotisations employés	□	□	□	□
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	□	□	□	□
Variations de périmètre	64	□	64	(336)
Prestations versées (obligatoire)	(1 224)	□	(1 224)	(1 245)
Taxes, charges administratives et primes	□	□	□	□
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	834	□	834	205
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(3 915)	□	(3 915)	(909)
Dette actuarielle à la clôture	25 819	□	25 819	27 379

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Détail de la charge comptabilisée au résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 528	□	2 528	2 442
Charge/produit d'intérêt net	(582)	□	(582)	(392)
Impact en compte de résultat à la clôture	1 946	□	1 946	2 050

### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022			31/12/2021
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>7 065</b>	□	<b>7 065</b>	<b>7 971</b>
Ecart de change	□	□	□	□
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(225)	□	(225)	(100)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	834	□	834	205
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(3 915)	□	(3 915)	(909)
Ajustement de la limitation d'actifs	□	□	□	□
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>3 759</b>	□	<b>3 759</b>	<b>7 167</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

## Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2022			31/12/2021
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Juste valeur des actifs à l'ouverture	25 830	□	25 830	24 690
Ecart de change	□	□	□	□
Intérêt sur l'actif (produit)	211	□	211	119
Gains/(pertes) actuariels	225	□	225	100
Cotisations payées par l'employeur	2 278	□	2 278	2 214
Cotisations payées par les employés	□	□	□	□
Modifications, réductions et liquidations de régime	□	□	□	□
Variations de périmètre	64	□	64	(48)
Taxes, charges administratives et primes	□	□	□	□
Prestations payées par le fonds	(1 224)	□	(1 224)	(1 245)
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>27 384</b>	<b>□</b>	<b>27 384</b>	<b>25 830</b>

## Position nette

	31/12/2022			31/12/2021
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Dettes actuarielles à la clôture	25 819	□	25 819	27 379
Impact de la limitation d'actifs	□	□	□	1 245
Autres	□	□	□	□
Juste valeur des actifs fin de période	(27 384)	□	(27 384)	(25 830)
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>844</b>	<b>□</b>	<b>844</b>	<b>(2 794)</b>

## Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2022		31/12/2021	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Taux d'actualisation (1)	3,77%	0,00%	0,86%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,60%	0,00%	1,28%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	4,44%	0,00%	3,67%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice ibxxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

### Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Actions	14,30%	3 915	□	0,00%	□	□	14,30%	3 915	□
Obligations	76,80%	21 031	□	0,00%	□	□	76,80%	21 031	□
Immobilier	8,90%	2 438		0,00%	□		8,90%	2 438	
Autres actifs	0,00%	□		0,00%	□		0,00%	□	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2022, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4.27 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 3.27 %.

### 7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 686 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2022.

### 7.6 Rémunérations de dirigeants

Au 31/12/2022, les rémunérations des principaux cadres dirigeants s'élèvent à 4 305 milliers d'euros.



## 8 Contrats de location

### 8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations corporelles détenues en propre	82 483	69 194
Droits d'utilisation des contrats de location	1 937	2 638
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>84 420</b>	<b>71 832</b>

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

#### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est preneur de nombreux actifs dont des agences.

Les informations relatives aux contrats dont Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est preneur sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2022
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	6 499	□	244	(230)	□	□	6 513
Amortissements et dépréciations	(3 865)	□	(854)	143	□	□	(4 576)
<b>Total Immobilier</b>	<b>2 634</b>	□	<b>(610)</b>	<b>(87)</b>	□	□	<b>1 937</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute	9	□	□	(9)	□	□	□
Amortissements et dépréciations	(5)	□	(3)	8	□	□	□
<b>Total Mobilier</b>	<b>4</b>	□	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>	□	□	<b>□</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>2 638</b>	□	<b>(613)</b>	<b>(88)</b>	□	□	<b>1 937</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	8 634	(155)	11	(2 451)	□	460	6 499
Amortissements et dépréciations	(4 231)	1	(946)	1 311	□	□	(3 865)
<b>Total Immobilier</b>	<b>4 403</b>	<b>(154)</b>	<b>(936)</b>	<b>(1 140)</b>	□	<b>460</b>	<b>2 634</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute	□	□	□	(13)	□	□	9
Amortissements et dépréciations	□	□	(8)	13	□	□	(5)
<b>Total Mobilier</b>	<b>12</b>	□	<b>(8)</b>	□	□	□	<b>4</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>4 415</b>	<b>(154)</b>	<b>(943)</b>	<b>(1 140)</b>	□	<b>460</b>	<b>2 638</b>

### Echéancier des dettes locatives

	31/12/2022			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
Dettes locatives	818	741	23	1 582

	31/12/2021			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
Dettes locatives	795	1 474	21	2 290

### Détail des charges et produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(8)	(13)
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>(8)</b>	<b>(13)</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	(657)	(637)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	□	□
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	□	□
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	□	□
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	□	□
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	1	7
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>(656)</b>	<b>(630)</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(858)	(954)
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>(858)</b>	<b>(954)</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>(1 522)</b>	<b>(1 597)</b>

### Montants des flux de trésorerie de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>(1 424)</b>	<b>(399)</b>

## 8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Le Crédit Agricole de Franche-Comté propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de location simple. Ces locations concernent essentiellement des biens immobiliers (agences ou appartements).

## Produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Location-financement	□	□
Profits ou pertes réalisés sur la vente	□	□
Produits financiers tirés des créances locatives	□	□
Produits des paiements de loyers variables	□	□
<b>Location simple</b>	<b>237</b>	<b>237</b>
Produits locatifs	237	237

## 9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

### Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 433 017</b>	<b>1 317 189</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 082 072</b>	<b>983 250</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	□	□
Engagements en faveur de la clientèle	1 082 072	983 250
<b>Engagements de garantie</b>	<b>350 946</b>	<b>333 939</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	165 557	159 762
Engagements d'ordre de la clientèle	185 388	174 177
<b>Engagements sur titres</b>	<b>□</b>	<b>□</b>
Titres à livrer	□	□
<b>Engagements reçus</b>	<b>5 142 750</b>	<b>4 881 196</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>13 399</b>	<b>16 865</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	13 399	16 865
Engagements reçus de la clientèle	□	□
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 129 351</b>	<b>4 864 331</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	1 260 705	1 224 460
Engagements reçus de la clientèle (1)	3 868 646	3 639 871
<b>Engagements sur titres</b>	<b>□</b>	<b>□</b>
Titres à recevoir	□	□

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2022, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 207 974 milliers d'euros.

## ***Instruments financiers remis et reçus en garantie***

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	31/12/2021
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	5 199 960	5 473 764
Titres prêtés	□	□
Dépôts de garantie sur opérations de marché	□	□
Autres dépôts de garantie	□	□
Titres et valeurs donnés en pension	□	□
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>5 199 960</b>	<b>5 473 764</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	□	□
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	□	□
Titres et valeurs reçus en pension	□	□
Titres vendus à découvert	□	□
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>□</b>	<b>□</b>

Au 31 décembre 2022, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" comme dispositif de refinancement.

### ***Créances apportées en garantie***

Au cours de l'année 2022, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté 5 199 960 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 473 764 milliers d'euros en 2021. Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté :

- 3 810 508 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 4 159 540 milliers d'euros en 2021 ;
- 217 399 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 276 529 milliers d'euros en 2021;
- 1 172 053 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 037 695 milliers d'euros en 2021.

### ***Garanties détenues et actifs reçus en garantie***

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas obtenus d'actifs par prise de possession de garantie

## **10 Reclassements d'instruments financiers**

### ***Principes retenus par le groupe Crédit Agricole***

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

### ***Reclassements effectués par Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté***

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas opéré en 2022 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## 11 Juste valeur des instruments financiers

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

## 11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation.

### Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 31/12/2022	Juste valeur au 31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des Instruments Identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	15 151 749	15 283 005	□	2 475 986	12 807 019
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 488 967	2 454 981	□	2 441 180	13 801
Prêts et créances sur la clientèle	12 682 782	12 828 024	□	34 806	12 793 218
Titres de dettes	652 407	623 332	613 132	9 028	1 172
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>15 804 156</b>	<b>15 906 337</b>	<b>613 132</b>	<b>2 485 014</b>	<b>12 808 191</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des Instruments Identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	13 548 464	13 907 929	□	1 421 195	12 486 734
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 417 036	1 399 106	□	1 390 274	8 832
Prêts et créances sur la clientèle	12 231 428	12 508 823	□	30 921	12 477 902
Titres de dettes	464 582	477 767	476 620	□	1 147
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>14 113 046</b>	<b>14 385 696</b>	<b>476 620</b>	<b>1 421 195</b>	<b>12 487 881</b>

**Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur**

	Valeur au bilan au 31/12/2022	Juste valeur au 31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments Identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>9 509 607</b>	<b>8 809 557</b>	□	<b>7 895 080</b>	<b>914 477</b>
Comptes ordinaires et emprunts JJ	□	□	□	□	□
Comptes et emprunts à terme	9 509 607	8 809 557	□	7 895 080	914 477
Valeurs données en pension	□	□	□	□	□
Titres donnés en pension livrée	□	□	□	□	□
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>4 805 858</b>	<b>4 863 915</b>	□	<b>581 462</b>	<b>4 282 453</b>
Comptes ordinaires créditeurs	4 284 436	4 282 453	□	□	4 282 453
Comptes d'épargne à régime spécial	49 815	49 815	□	49 815	□
Autres dettes envers la clientèle	571 607	531 647	□	531 647	□
Titres donnés en pension livrée	□	□	□	□	□
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>74 756</b>	<b>73 898</b>	□	<b>73 898</b>	□
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	□	<b>230</b>	□
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>14 490 461</b>	<b>13 747 600</b>	□	<b>8 650 670</b>	<b>5 196 930</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments Identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>8 774 260</b>	<b>8 269 978</b>	□	<b>8 269 978</b>	□
Comptes ordinaires et emprunts JJ	5	10	□	10	□
Comptes et emprunts à terme	8 774 255	8 269 968	□	8 269 968	□
Valeurs données en pension	□	□	□	□	□
Titres donnés en pension livrée	□	□	□	□	□
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>4 891 194</b>	<b>4 888 085</b>	□	<b>4 888 085</b>	□
Comptes ordinaires créditeurs	4 250 917	4 250 720	□	4 250 720	□
Comptes d'épargne à régime spécial	48 309	49 309	□	49 309	□
Autres dettes envers la clientèle	591 968	588 056	□	588 056	□
Titres donnés en pension livrée	□	□	□	□	□
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>64 100</b>	<b>40 252</b>	<b>40 252</b>	□	□
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	□	<b>230</b>	□
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>13 729 784</b>	<b>13 198 545</b>	<b>40 262</b>	<b>13 168 293</b>	□



## **11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur**

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### ***Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation***

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

## Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>18 290</b>	<input type="checkbox"/>	<b>18 290</b>	<input type="checkbox"/>
Titres détenus à des fins de transaction	49	<input type="checkbox"/>	49	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés	18 241	<input type="checkbox"/>	18 241	<input type="checkbox"/>
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>73 691</b>	<b>18 579</b>	<b>24 782</b>	<b>30 330</b>
<i>Instrument de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<b>20 890</b>	<input type="checkbox"/>	<b>20 890</b>	<input type="checkbox"/>
<i>Instrument de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<b>52 801</b>	<b>18 579</b>	<b>3 892</b>	<b>30 330</b>
Titres de dettes	52 801	18 579	3 892	30 330
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 029 446</b>	<input type="checkbox"/>	<b>1 024 066</b>	<b>6 379</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 029 446	<input type="checkbox"/>	1 024 066	5 379
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>383 892</b>	<input type="checkbox"/>	<b>383 892</b>	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 606 318</b>	<b>18 579</b>	<b>1 451 030</b>	<b>35 709</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 979</b>	<input type="checkbox"/>	<b>3 979</b>	<input type="checkbox"/>
Titres détenus à des fins de transaction	9	<input type="checkbox"/>	9	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés	3 970	<input type="checkbox"/>	3 970	<input type="checkbox"/>
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>512 038</b>	<b>474 223</b>	<b>19 458</b>	<b>18 367</b>
<i>Instrument de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<b>16 631</b>	<input type="checkbox"/>	<b>16 631</b>	<input type="checkbox"/>
<i>Instrument de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<b>495 407</b>	<b>474 223</b>	<b>2 827</b>	<b>18 367</b>
Titres de dettes	495 407	474 223	2 827	18 367
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 132 202</b>	<input type="checkbox"/>	<b>1 127 217</b>	<b>4 985</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 132 202	<input type="checkbox"/>	1 127 217	4 985
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>32 392</b>	<input type="checkbox"/>	<b>32 392</b>	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 680 611</b>	<b>474 223</b>	<b>1 183 046</b>	<b>23 342</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		<input type="checkbox"/>	297	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	21 402
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		<input type="checkbox"/>	<b>297</b>	<b>21 402</b>

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>18 008</b>	<input type="checkbox"/>	<b>18 008</b>	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés	18 008	<input type="checkbox"/>	18 008	<input type="checkbox"/>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>□</b>	<input type="checkbox"/>	<b>□</b>	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés de couverture	8 446	<input type="checkbox"/>	8 446	<input type="checkbox"/>
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>26 454</b>	<input type="checkbox"/>	<b>26 454</b>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>4 213</b>	<input type="checkbox"/>	<b>4 213</b>	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés	4 213	<input type="checkbox"/>	4 213	<input type="checkbox"/>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>□</b>	<input type="checkbox"/>	<b>□</b>	<input type="checkbox"/>
Instruments dérivés de couverture	84 514	<input type="checkbox"/>	84 514	<input type="checkbox"/>
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>88 727</b>	<input type="checkbox"/>	<b>88 727</b>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### ***Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3***

#### ***Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3***

##### Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI					Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes	
<b>Solde de clôture (31/12/2021)</b>	<b>23 342</b>	-	-	-	-	<b>18 357</b>	<b>4 985</b>
Gains /pertes de la période (1)	540	-	-	-	-	540	-
Comptabilisés en résultat	540	-	-	-	-	540	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	25 620	-	-	-	-	25 226	394
Ventes de la période	-13 793	-	-	-	-	-13 793	-
<b>Solde de clôture (31/12/2022)</b>	<b>35 709</b>	-	-	-	-	<b>30 330</b>	<b>6 379</b>

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>534</b>
Comptabilisés en résultat	534
Comptabilisés en capitaux propres	□

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

### **11.3 Réformes des indices de référence de taux et implications pour le Groupe Crédit Agricole**

La réforme des indices de taux IBOR (InterBank Offered Rates) initiée par le Conseil de Stabilité Financière en 2014, vise à remplacer ces indices par des taux alternatifs et plus particulièrement par des Risk Free Rates (RFR).

Cette réforme s'est accélérée le 5 mars 2021 lorsque l'IBA – l'administrateur du LIBOR – a confirmé le jalon important de fin 2021 pour l'arrêt de la publication ou la non représentativité des LIBOR, sauf sur les tenors les plus utilisés du LIBOR USD (échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois) pour lesquels la date est fixée au 30 juin 2023.

Depuis cette date, d'autres annonces sont intervenues :

- La cessation de la publication de plusieurs indices calculés sur la base des swaps référençant le LIBOR USD prévue pour fin juin 2023 : ICE SWAP RATE USD, MIFOR (Inde), SOR (Singapour) et THBFX (Thaïlande) ;
- La cessation du CDOR (Canada) après le 28 juin 2024 sur les tenors non encore arrêtés (un, deux et trois mois) ;
- Et plus récemment, l'arrêt du WIBOR – indice de référence polonais, classifié critique par la Commission Européenne - à horizon fin 2024.

Depuis début 2019, le Groupe Crédit Agricole s'est organisé pour préparer et encadrer la transition des indices de taux pour l'ensemble de ses activités. Ces transitions s'inscrivent dans les calendriers et standards définis par les travaux de place - dont certains auxquels le Crédit Agricole participe - et le cadre réglementaire européen (BMR).

Conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le Groupe Crédit Agricole préconise et privilégie des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités.

De manière générale, la réalisation ordonnée et maîtrisée des transitions est aujourd'hui garantie par les efforts menés par le Groupe pour mettre à niveau ses outils et ses processus ainsi que par la forte mobilisation des équipes support et des métiers pour absorber la charge de travail induite par les transitions, notamment pour la renégociation des contrats. L'ensemble des actions entreprises depuis 2019 permet ainsi aux entités du Groupe d'assurer la continuité de leur activité après la disparition des IBOR et d'être en capacité de gérer les nouvelles offres de produits référençant des RFR ou certains RFR à terme.

#### **Transition LIBOR GBP, CHF et JPY**

Suite aux actions menées en 2021 pour renégocier les transactions indexées sur les indices qui n'étaient plus publiés ou qui ont cessé d'être représentatifs le 31 décembre 2021, le Groupe a finalisé la migration opérationnelle de ces contrats au premier semestre 2022.

Sur le second semestre, le Groupe a focalisé ses efforts sur la renégociation des quelques transactions résiduelles utilisant des LIBOR synthétiques.

#### **Transition LIBOR USD :**

A l'échelle du Groupe Crédit Agricole, les travaux au S2 2022 se sont concentrés en grande partie sur la préparation de la transition du LIBOR USD. L'identification des contrats et la définition de la stratégie pour leur migration sont finalisées :

- Les prêts, les lignes de crédit ainsi que les instruments de couverture associés seront prioritairement basculés vers un indice alternatif à travers une renégociation bilatérale ;
- Il est anticipé que l'essentiel des dérivés non compensés couverts par le protocole ISDA seront transitionnés par activation de la clause de fallback à la disparition du LIBOR USD et les clients non adhérents au protocole ont été contactés afin d'initier une renégociation bilatérale. Les chambres de compensation ont quant à elles confirmé que les dérivés compensés seraient transitionnés au S1 2023 ;
- Les comptes à vue et autres produits assimilés seront migrés par une mise à jour de leurs conditions générales ;
- Pour les autres classes d'actifs, les contrats seront migrés pro-activement ou par activation de la clause de fallback.

Cette transition impacte en tout premier lieu la banque d'investissement CACIB, entité du Groupe la plus exposée au LIBOR USD et pour laquelle la transition des stocks de contrats a déjà débuté.

La migration opérationnelle des contrats s'appuie sur l'ensemble des processus et outils préalablement développés pour la transition des contrats indexés sur les taux IBOR dont la publication ou la non représentativité a cessé fin 2021.

La Financial Conduct Authority (FCA) britannique a lancé le 23 novembre une consultation visant à proposer la mise en œuvre d'un LIBOR USD synthétique pour les tenors un, trois et six mois jusqu'à fin septembre 2024 sachant que les autorités américaines ont pour leur part déjà validé la désignation de taux de remplacement statutaires du LIBOR USD pour les contrats de droit américain.

#### **Transition des autres indices (ICE SWAP RATE USD, MIFOR, SOR, THBFX, CDOR, WIBOR) :**

Hors WIBOR, les transitions concernent presque exclusivement la banque d'investissement qui a finalisé l'identification des clients et des transactions. Le stock à transitionner est très marginal par rapport au LIBOR USD et concerne très majoritairement les dérivés compensés.

Au dernier trimestre 2022, l'autorité polonaise KNF a communiqué sa feuille de route pour le remplacement des deux indices de référence WIBOR et WIBID par l'indice WIRON et une première version de ses recommandations sur les transactions OIS et les émissions. Les principales entités du Groupe Crédit Agricole utilisant le WIBOR sont CA Pologne (banque de détail) et CAL&F au travers de l'entité EFL (leasing).

#### **Gestion des risques associés à la réforme des taux :**

Les risques liés à la réforme des taux interbancaires se limitent essentiellement au LIBOR USD pour la période courant jusqu'en juin 2023.

Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence, les travaux menés par le Groupe portent également sur la gestion et le contrôle des risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du « conduct risk »).

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des indices de référence puissent être maintenues malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices de taux actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le Groupe applique ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les

échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture sur les indices concernés, peuvent en bénéficier.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes. Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas dé-comptabiliser ou ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme et sous réserve d'équivalence économique.

Au 31 décembre 2022, la caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'est pas concernée par la ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transiter vers les nouveaux taux avant leur maturité.

## **12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements**

La Caisse régionale du Crédit agricole de Franche-Comté n'est pas concernée.

## **13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022**

### **Date de clôture**

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

### **13.1 Information sur les filiales**

#### **13.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ne contrôle pas d'autres entités dans lesquelles elle détiendrait plus de la moitié des droits de votes. Elle n'est donc pas concernée par des restrictions de type réglementaires légales et contractuelles.

#### **13.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021.

### **13.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés**

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 400,401 millions d'euros aux FCT.



## 13.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole de	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
<b>Établissement bancaire et financier</b>									
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 E70825	Globale		France		Filiale				
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 E60325	Globale	S1: Cessation d'activité	France		Filiale	100%		100%	
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 E60425	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2019 E60525	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2020 E60625	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2022 E60725	Globale	E2: Création	France		Filiale	100%		100%	
CL GLOBALISEES E82501	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Caisse Régionale Franche Comte E82500	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>Sociétés d'investissement</b>									
Crédit Agricole F.C. Investissement E82509	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>Développement touristique-Immobilier</b>									
Franche Comté Développement Foncier E82507	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Franche Comté Développement Immobilier (TUP au T4/2022 avec E82500 CR) E82508	Globale	S5: Transmission Universelle du Patrimoine	France		Filiale		100%		100%
Immeuble Franche-Comté (TUP au T4/2022 avec E82500 CR) E82511	Globale	S5: Transmission Universelle du Patrimoine	France		Filiale		100%		100%
Franche Comté Crédit Agricole Immobilier E82515	Globale	E2: Création	France		Filiale	100%		100%	
<b>Divers</b>									

(1) Entrée (E) dans le périmètre

- E1 : Franchissement de seuil
- E2 : Création
- E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

- S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)
- S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle
- S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif
- S4 : Fusion absorption
- S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

- D1 : Changement de dénomination sociale
- D2 : Modification de mode de consolidation
- D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre
- D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

- (2) F : Filiale  
S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée  
 Co-E : Co-entreprise  
 Co-Es : Co-entreprise structurée  
 OC : Opération en commun  
 EA : Entreprise associée  
 EAS : Entreprise associée structurée

Au 31 décembre 2022, Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

(1) Liste des Caisses Locales :

BAUME ROUGEMONT	5 place de la Libération 25110 BAUME LES DAMES CEDEX
FRANCHES MONTAGNES	10 rue Montalembert 25120 MAICHE CEDEX
PAYS DE MONTBELIARD	50 place Albert Thomas 25200 MONTBELIARD
MORTEAU	8 place Carnot 25500 MORTEAU
PONTARLIER	59 rue de la République 25303 PONTARLIER CEDEX
PONT DE ROIDE	21 rue de Besançon 25150 PONT DE ROIDE CEDEX
VALDAHON	1 place du Général de Gaulle 25800 VALDAHON
AUDEUX SAINT VIT	25 bis avenue Charles de Gaulle 25410 SAINT VIT
MONTBENOIT	20 rue du Val Saugeais 25650 MONTBENOIT – Rép. du Saugeais
HAUT DOUBS FORESTIER	21 Grande rue 25240 MOUTHE
VAL DES ILES	6 rue de Lattre de Tassigny 25250 L'ISLE SUR LE DOUBS CEDEX
SANCEY LE GRAND	38 rue de Lattre de Tassigny 25430 SANCEY LE GRAND CEDEX
QUINGEY	6 grande rue 25440 QUINGEY
LES DEUX VALS	9 grande rue 25510 PIERREFONTAINE LES VARANS

PAYS DE COURBET	6 place Gustave Courbet 25290 ORNANS
BESANCON VILLE	11 avenue Ellsée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX
BESANCON OUEST	4 Avenue Montboucons 25000 BESANCON
GRAY	13 rue Gambetta 70100 GRAY
HERICOURT	31 avenue Léon Jouhaux 70400 HERICOURT
JUSSEY	13 rue Gambetta 70500 JUSSEY
LURE	56 avenue de la République 70200 LURE
LUXEUIL	35 rue Jules Jeanneney 70300 LUXEUIL LES BAINS
GY MARNAY PESMES	2 rue Beauregard 70700 GY
DAMPIERRE SUR SALON	1 rue Louis Dornier 70180 DAMPIERRE SUR SALON
PORT SUR SAONE	15 rue Lavalre 70170 PORT SUR SAONE
RIOZ MONTBOZON	6 avenue Jules Jeanneney 70190 RIOZ
SAINT LOUP VAUVILLERS	19 place Jean Jaurès 70800 SAINT LOUP SUR SEMOUSE
VESOUL	28 rue d'Alsace Lorraine 70000 VESOUL
VILLERSEXEL	15 place de l'hôtel de ville 70110 VILLERSEXEL
DELLE	3 place de la République 90100 DELLE
BELFORT FONTAINE GIROMAGNY	2 parking des arts 90006 BELFORT CEDEX
LA BRESSE	44 rue Louis le Grand 39140 BLETTERANS CEDEX
LES DEUX PLATEAUX	48 avenue de la République 39301 CHAMPAGNOLE CEDEX

LA PLAINE	19 grande rue 39120 CHAUSSIN CEDEX
REGION DES LACS	5 bis grande rue 39130 CLAIRVAUX
ENTRE SERRE ET CHAUX	3 bis rue de Besançon 39700 DAMPIERRE CEDEX
DOLE ET PAYS DOLOIS	3 rue de Besançon 39100 DOLE CEDEX
LONS LE SAUNIER	23 rue Lafayette 39006 LONS LE SAUNIER CEDEX
MOREZ LES ROUSSES	165 rue de la République 39400 MOREZ
LA PETITE MONTAGNE	5 chemin des Perrrières 39270 ORGELET
ARBOIS POLIGNY	58 grande rue 39602 ARBOIS
SUD REVERMONT	12 place d'armes 39160 SAINT AMOUR
HAUT JURA	52 rue du Pré 39200 SAINT CLAUDE
SALINS VILLERS	28 rue de la République 39110 SALINS LES BAINS CEDEX
REVERMONT	1 grande rue 39210 VOITEUR

Liste des filiales :

Filiales	Président	Adresse
Franche-Comté Développement Immobilier (FCDI)	Eric MARTIN	26 avenue de la République 25000 BESANCON
Franche-Comté Développement Foncier (FCDF)	Eric MARTIN	11 avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX
Crédit Agricole Franche-Comté Investissements (CAFCI)	Franck BERTRAND	11 avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX
Franche-Comté Crédit Agricole Immobilier (FCCAI)	Eric MARTIN	26 avenue de la République 25000 BESANCON

## 14 Participations et entités structurées non consolidées

### 14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 48 632 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 59 136 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

#### 14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2022	31/12/2021	
TEMIS AVENIR	France	0,00%	100,00%	TUP 2022
SICS	France	50,00%	50,00%	inférieur au seuil de matérialité
HESIB	France	25,00%	25,00%	inférieur au seuil de matérialité
SCI LES GRANDS PLANCHANTS	France	0,00%	100,00%	TUP 2022
COTOFLOR	France	49,44%	49,44%	inférieur au seuil de matérialité
SCI LA FRAITE	France	0,00%	100,00%	TUP 2022
CA ASSURANCE REGION	France	22,00%	22,00%	inférieur au seuil de matérialité
SCI GUSTAVE COURBET	France	0,00%	100,00%	TUP 2022

#### 14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2022	31/12/2021		
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK	Suisse	12,60%	12,60%	408 576	10 044
SAS VIOTTE	France	18,50%	18,50%	1 904	(487)

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice peuvent être omis lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice à une des entreprises auxquelles elles se rapportent. Dans ce cas, il est fait mention du caractère incomplet des informations données.

## 14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

#### Fonds de placement

Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

### Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

#### Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, l'implication de Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dans les tableaux ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2022			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
Exposition maximale au risque de perte		Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10 421	10 421	-	10 421
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>10 421</b>	<b>10 421</b>	<b>-</b>	<b>10 421</b>
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>988 498</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(en milliers d'euros)	31/12/2021			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
Exposition maximale au risque de perte		Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	289 159	289 159	-	289 159
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>289 159</b>	<b>289 159</b>	<b>-</b>	<b>289 159</b>
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>13 051 899</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

### **Exposition maximale au risque de perte**

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

## **15 Événements postérieurs au 31 décembre 2022**

En date du 31 décembre 2022, aucun événement postérieurs à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice 2022 n'est intervenu.